

Échange de points de vue entre M. Raouya et le représentant de la BEI

(P3)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● CONSULTATION
POPULAIRE AU VENEZUELA

A quoi servira le
pas de
l'opposition ?

(P19)

TEBBOUNE EN VISITE DANS LA WILAYA D'ALGER

Inauguration et inspection de plusieurs projets



Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, M. Tebboune, a procédé, hier, à une visite d'inspection et de travail dans la capitale, l'entamant à la nouvelle ville de Sidi Abdellah. Au cours de cette visite, le Premier ministre a affirmé que cette visite lui permettait de s'enquérir de l'état d'avancement du programme de développement mis en œuvre par le gouvernement. Le Premier ministre était accompagné d'une importante délégation ministérielle et de nombreux responsables locaux.

(Lire en Page 4)

● SELON SON PRÉSIDENT :

"Le Medef travaille main
dans la main avec les
entreprises algériennes"

(P3)

● LUTTE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES:

"Tous les secteurs
doivent y participer",
dit Louh

(P24)

SANTÉ

Des scientifiques révèlent les liens entre poussière et obésité...



Une quantité élevée de poussière chez soi pourrait engendrer l'obésité car ses particules font travailler des cellules adipeuses et accumuler des éléments nutritifs, estiment des scientifiques américains de l'Université Duke de Durham, en Caroline du Nord.

Des scientifiques américains de l'Université Duke de Durham ont publié les résultats de leurs recherches selon lesquels il y aurait un lien entre poussière et obésité.

"Les résultats de nos expériences font tirer la sonnette d'alarme, notamment en ce qui concerne la santé des enfants. Dans l'avenir, il nous faudra étudier d'une manière plus détaillée comment ces agents formant la poussière influencent le tissu graisseux et quelles cellules ils affectent", relate Christopher Kassotis et ses collègues dans leur article, paru dans la revue scientifique Environmental Science & Technology.

Comme le soulignent les spécialistes, au cours de ces dernières années, les chercheurs ont découvert plus de mille molécules synthétiques et naturelles qui sont capables de "s'encrasser" dans le métabolisme de la personne et perturber le fonctionnement du système endocrinien. Quelques dizaines de ces molécules affectent directement l'appareil digestif ainsi que le centre de l'appétit dans le cerveau des humains, mais aussi des animaux, les faisant manger plus et, par conséquent, prendre du poids.

Ayant analysé les particules de poussière, M.Kassotis et ses collègues ont découvert que ces dernières pouvaient accumuler des molécules de différents dissolvants, vernis, peintures, pesticides et autres chimies utilisés pour faire le ménage et influençant le fonctionnement des cellules de l'organisme humain.

.....En 2018, le cancer sera traité... par un robot développé en Russie



Vers la fin de 2018, des scientifiques russes comptent terminer le développement d'un robot qui assisterait les médecins dans le traitement du cancer.

Le premier prototype du système robotique Oncorobot, utilisé pour le traitement du cancer de la prostate, sera créé en Russie d'ici la fin de 2018, relate le journal russeIzvestia.

Selon le journal, le robot est développé par des experts du Russian State Scientific Center for Robotics and Technical Cybernetics à Saint-Petersbourg.

Le système vise à effectuer la radiothérapie de contact du carcinome prostatique.

Le premier prototype du robot-chirurgien verra le jour à la fin de 2018 et on envisage de terminer ses essais vers la fin de 2019.

Le système de guidage permettra d'orienter en temps réel le mouvement de l'instrument chirurgical (de l'aiguille) sous le contrôle de la visualisation intratissulaire à la base de l'échographie", a indiqué le chef du projet Nikolai Griaznov.

Des représentants du ministère russe de l'Éducation et des Sciences ont déclaré que le ministère fournissait une assistance financière à ce projet qui pourrait augmenter l'efficacité du traitement des maladies oncologiques.

TANZANIE

Au lieu de le tuer, une lionne adopte un léopard

Des collaborateurs de l'aire de conservation du Ngorongoro, en Tanzanie, ont assisté à un événement d'une extrême rareté: une lionne s'est mise à nourrir un bébé léopard. D'autant plus rare qu'en principe, les lions africains et les léopards ne sont pas du tout du genre à se lier d'amitié...

National Geographic a publié des photos d'une lionne de 5 ans nourrissant un léopard dans l'aire de conservation du Ngorongoro, en Tanzanie. Les biologistes expliquent ce singulier rapprochement par le fait que le petit aurait perdu sa mère et que l'instinct maternel de la lionne aurait eu raison de son impulsion agressive.

Les représentants de l'aire de conservation affirment que les félins sauvages d'espèces différentes n'entrent pratiquement jamais en contact

Cette situation est sans précédent", assure Luke Hunter, président de l'ONG Panthera, la plus grande organisation mondiale de protection des grands félins. "Nous n'observons jamais cela dans la nature", a-t-il ajouté.

Bien que le phénomène soit inhabituel, M.Hunter précise que, sur le plan physiologique, rien ne devrait empêcher la lionne d'élever le léopard. Les deux espèces produisent un lait similaire et ont des périodes d'allaitement comparables.

"Cela n'est que de la spéculation, et j'espère que tout ira pour le mieux", a-t-il confié, "mais je pense que ce petit survivant fera face à des défis vraiment immenses".

Néanmoins, s'inquiète le magazine, même avec la meilleure mère adoptive du monde, cette histoire aurait besoin d'un miracle pour se terminer sur une note aussi adorable que celle sur laquelle elle a commencé...

APPLICATIONS MOBILES LES PLUS DANGEREUSES

Protégez vos données personnelles en évitant ces applications mobiles

Le classement des applications mobiles les plus dangereuses du point de vue de la protection des données personnelles a été publié sur la Toile. Des employés de l'association à but non lucratif Electronic Frontier Foundation ont publié une liste des applications mobiles qui, selon les chercheurs, protègent le moins bien les données personnelles des utilisateurs. D'après le site web Infocorator, les applications les plus dangereuses sont WhatsApp, Amazon et Twitter. Des réseaux sociaux et des systèmes d'exploitation tels que Facebook, Google, Yahoo! et Apple éveillent également des doutes, selon les chercheurs. Les applications Wordpress, Uber, Adobe et Dropbox assureraient le plus haut niveau de protection des données personnelles.

FRANCE-ESPAGNE

Violent incendie de forêt à la frontière

Un violent incendie de forêt poussé par des vents a parcouru plus de 150 hectares au-dessus de la commune du Boulou dans le sud de la France, à une dizaine de kilomètres de la frontière espagnole, ont indiqué vendredi des pompiers.

Le feu a pris vers 16H00 GMT au-dessus de la localité située dans le département des Pyrénées-Orientales. Une heure plus tard, il avait parcouru 8 hectares et peu après 18H00 GMT il avait détruit plus de 130 hectares de forêts.

Il a ensuite poursuivi plus doucement sa progression pour dépasser les 150 hectares à 21H00 GMT, a-t-on précisé de même source.

Ce sinistre a entraîné, sur décision de la préfecture, la fermeture de la D900 entre le Boulou et Le Perthus près de la frontière avec l'Espagne, et de l'Autoroute A9 entre Perpignan Sud et la frontière espagnole en raison de l'importance de la fumée et des risques de saut de feu.

Les poids lourds à la frontière ont été placés sur une zone de stockage.

Peu avant 21H00 GMT, quelque 300 pompiers, en provenance de Catalogne et de la Sécurité civile, ainsi que des collègues de Narbonne, ont été mobilisés pour lutter contre ce sinistre.

Ils devaient encore recevoir dans la nuit le renfort de deux colonnes de pompiers, soit un total de 180 hommes, a indiqué un responsable du Centre Opérationnel d'incendie et de secours (Codis) des Pyrénées-Orientales.

Les moyens aériens mis en place, deux Trackers, un Dash, un hélicoptère Dragon 66, un hélicoptère bombardier d'eau espagnol ainsi que quatre Canadair ont en revanche interrompu leur rotation vers 20H00 GMT en raison de la tombée de la nuit.

Selon l'officier du Codis, l'ambition était de "fixer le feu pendant la nuit" parce que le vent a diminué. Il ne soufflait "plus qu'à 20 km/h" vers 21H00 GMT, a-t-il précisé.

Sur le terrain, le quartier des Chartreuses, sur les hauteurs du Boulou, a été protégé. En revanche, la situation restait compliquée sur le flanc droit de l'incendie, en direction du Mas Calcine.

Par ailleurs, non loin de Narbonne, deux Trackers ont éteint très rapidement un incendie avant qu'il ne prenne de l'ampleur en raison de vents soufflant à 70 km/h. Le sinistre s'est limité à cinq hectares de champs, a annoncé le Centre opérationnel d'incendie et de secours de l'Aude.

THAÏLANDE

Suicide d'un Canadien recherché pour trafic de drogue sur internet

Un Canadien arrêté en Thaïlande, recherché aux Etats-Unis qui le soupçonnent notamment d'être à la tête d'un important réseau internet de trafic de drogue, s'est suicidé dans sa cellule, a-t-on appris samedi de source policière.

Alexandre Cazes, un programmeur informatique de 26 ans, avait été arrêté à Bangkok le 5 juillet et devait être extradé vers les Etats-Unis où il est soupçonné d'être à la tête "d'un énorme marché internet de drogue et autres activités illégales", a précisé à l'AFP ce policier, sous réserve d'anonymat. Mais l'homme s'est pendu lui-même dans sa cellule avec une serviette, le 12 juillet, selon le département des narcotiques de la police, sans donner plus de détails sur cette affaire. Selon des hypothèses formulées dans la presse et des forums sur internet, sans confirmation officielle pour l'instant, il pourrait s'agir d'AlphaBay, considéré comme le plus important et plus lucratif "marché noir internet" du monde, jusqu'à ce qu'il disparaisse brusquement, quelques heures après l'arrestation de Cazes. Comme son prédécesseur Silk Road ("la route de la soie"), fermé par les autorités en 2013, AlphaBay, qui a pris de l'importance à partir de 2015, utilisait la technologie Tor et des monnaies virtuelles comme le Bitcoin pour protéger ses clients.

COOPÉRATION

Échange de points de vue entre M. Raouya et le représentant de la BEI

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu jeudi le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) chargé de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Roman Escolano, avec qui il s'est entretenu sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et cette institution financière européenne, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, il a été procédé à un échange de points de vue sur les perspectives économiques de l'Algérie et les possibilités de coopération entre les deux parties. A ce propos, M. Raouya a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie "à travailler de concert avec ses différents partenaires pour l'amélioration du climat des investissements et le renforcement du développement économique du pays", note le communiqué. Il a également fait part des éléments du plan d'action du Gouvernement en matière de

réformes et de modernisation économique. Pour sa part, M. Escolano a réaffirmé la disponibilité de son institution "à apporter l'appui nécessaire pour l'accompagnement à la diversification de l'économie algérienne" en mettant à sa disposition les instruments nécessaires et en apportant sa grande expérience en la matière.

Pour rappel, la BEI, dont les actionnaires sont les pays membres de l'UE, est une institution de financement à long terme de l'UE. Dans la région méditerranéenne, elle offre des instruments financiers et de conseil, en coopération notamment avec la Commission européenne avec des financements conjoints.

Elle a déjà contribué dans le financement de projets en Algérie dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du transport routier et de l'industrie.

DES PROJETS DE FINANCEMENT À L'ÉTUDE DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

En effet, et dans le cadre de la coopération, la BEI souhaite coopérer avec le gouvernement algérien dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables à travers le financement de projets relevant de ce secteur, a indiqué jeudi à Alger le vice-président de cette institution financière européenne, M. Roman Escolano.

"Je suis ici pour transmettre cette volonté de notre banque (BEI) de

coopérer avec le gouvernement algérien (...) pour opérer des financements de projets concrets" en Algérie, a indiqué M. Escolano à la presse à l'issue de sa rencontre avec la ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati.

A ce propos, il a indiqué que les deux parties avaient convenu d'identifier conjointement des projets auxquels la BEI pourrait contribuer financièrement, tout en relevant l'engagement de cette banque européenne dans la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques dont elle fait une de ses priorités.

Pour sa part, Mme Zerouati a avancé qu'à travers le renforcement de cette coopération de longue date entre l'Algérie et la BEI, son département ministériel souhaite des investissements dans l'environnement et les énergies renouvelables avec des retombées positives sur l'économie nationale.

Elle a également relevé que cette visite du vice-président de la BEI, qui intervient après l'adoption d'un nouveau plan d'action du gouvernement et dans le cadre du nouveau modèle économique de croissance, suscitait un changement dans l'ordre des priorités concernant le partenariat algéro-européen.

Pour rappel, la BEI, dont les actionnaires sont les pays membres de l'UE, est une institution de financement à long terme de l'UE. Dans la région méditerranéenne, elle offre des instruments financiers et de conseil, en coopération notamment avec la Commission européenne avec des financements conjoints. Elle a déjà contribué dans le finance-



Khadija M. néenne, elle offre des instruments financiers et de conseil, en coopération notamment avec la Commission européenne avec des financements conjoints. Elle a déjà contribué dans le finance-

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Identifions nos vulnérabilités

La même configuration dans l'Assemblée nationale a certainement sa part dans l'entretien de la crise qu'on dit être multiforme et la reconduction de certaines contradictions à l'origine de la crise dite multiforme ne peuvent qu'être entretenues et même aggravées avec l'entretien dans la durée de la même configuration politique aux assemblées élues et qui n'apparaît pas conforme à la réalité. Les rapports de "force" ne sont pas conformes aux rapports d'opinion, ce qui ne permet pas de mobiliser majoritairement toutes les forces pour les canaliser dans un seul sens. Il est important que se réalise le consensus sur les orientations fondamentales du système politique et que ces dernières ainsi que même les règles du jeu politique fassent l'objet d'une transaction. Il sera difficile de faire progresser le pays vers l'objectif assigné et encore plus difficile de maintenir cette progression dans la direction de la démocratie alors même que cette dernière n'est pas approchée dans son explication sous les mêmes repères. Qui n'est pas démocrate et qui n'est pas républicain ? Tous les partis se réclament de la démocratie et tous se revendiquent républicains dans la mesure où républicain s'oppose à royauté.

Tout a été tenté dans le cadre du système politique actuel, mais les atteintes des objectifs sont partielles. Quand elles sont partielles, elles s'annulent d'elles-mêmes car les vulnérabilités sont encore les mêmes. De ce fait, plus rien ne peut arriver comme attendu. La paix n'arrive pas toute seule. Elle ne dépend ni exclusivement de l'amnistie générale pour ne pas parler des démarches de la concorde et de la réconciliation, ni exclusivement des moyens de force, et pas forcément dans la combinaison d'un pardon unilatéral et de l'usage de l'instrument militaire. Les préoccupations ne sortent pas du cadre de la démonstration du retour de la paix et de la réconciliation. Or la violence est encore là, même si son intensité est nettement à la baisse. A qui faudrait-il confier l'étude des vulnérabilités et à qui et à quoi imputer celles-ci ?

N.B.

SELON SON PRÉSIDENT :

"Le Medef travaille main dans la main avec les entreprises algériennes"

Les jeunes entrepreneurs algériens font preuve de vrais atouts, c'est ce qu'a considéré le Mouvement des entreprises de France (Medef), relevant ses "très bons liens" avec eux.

"Les jeunes entrepreneurs algériens font preuve de vrais atouts et j'ai de très bons liens avec certains chefs d'entreprise d'Algérie", a déclaré le président de cette organisation patronale, Pierre Gattaz dans une interview publiée sur le site de l'Agence Ecofin qui couvre au quotidien l'actualité africaine, soulignant que le Medef travaille "main dans la main" avec les entreprises algériennes. "Nous travail-

lons main dans la main avec nos partenaires locaux, avec les entreprises algériennes et en bonne intelligence avec les gouvernements français et algérien depuis la création de MEDEF International il y a 30 ans", a-t-il encore dit.

Le patron des patrons français a estimé que tout renforcement de la relation économique bilatérale est une "excellente nouvelle" pour les entreprises des deux pays, soutenant que la volonté de son organisation, que ce soit en matière de business ou d'actions pour la jeunesse, est de "délivrer du concret avec nos homologues algériens". Par ailleurs, il a souligné que le Medef porte un inté-

rêt "croissant" au secteur privé africain avec lequel il souhaite établir un nouveau rapport de partenariat. Il a considéré, dans ce contexte, que l'ouverture prochaine de la Transsaharienne qui reliera Alger à Lagos en traversant le Sahel est un axe "important qui contribuera au désenclavement de la sous-région".

"Les entreprises françaises regardent avec attention ces projets qui permettront de relier les grandes capitales du Sahel", a-t-il dit, évoquant la nécessité de réfléchir à une coopération économique et financière et à de nouveaux modes de développement de filières.

Nesrine M.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Un nouveau record de la consommation enregistré

La consommation nationale en énergie électrique a enregistré jeudi après-midi un nouveau record, suite aux fortes chaleurs au nord du pays, a indiqué le groupe Sonelgaz dans un communiqué. "L'opérateur du système électrique a enregistré un nouveau record en termes de puissance électrique appelée sur le réseau national, le jeudi 13 juillet de

13.561 MW à 14h30", précise la même source. Ce nouveau pic de consommation représente une hausse de 5,6% par rapport à la demande maximale enregistrée en été 2016, ajoute le communiqué.

Une autre pointe de 13.390 MW a également été enregistrée le 12 juillet à 14h45, soit une hausse de 3,1% par rapport à l'été 2016. "La consommation électrique

est fortement liée à la hausse des températures", rappelle Sonelgaz qui prévoit de nouvelles pointes de consommation durant cet été.

Néanmoins, elle conseille fortement "la modération" dans la consommation de l'énergie électrique, particulièrement entre 13h00 et 16h00 et entre 20h et 23h.

Kh. M.

TEBBOUNE EN VISITE DANS LA WILAYA D'ALGER

Inauguration et inspection de plusieurs projets

Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, M. Tebboune, a procédé, hier, à une visite d'inspection et de travail dans la capitale, l'entamant à la nouvelle ville de Sidi Abdellah.

Au cours de cette visite, le Premier ministre a affirmé que cette visite lui permettait de s'enquérir de l'état d'avancement du programme de développement mis en œuvre par le gouvernement. Le Premier ministre était accompagné d'une importante délégation ministérielle et de nombreux responsables locaux.

L'HABITAT EN LIGNE DE MIRE

M. Tebboune, a annoncé que 16 000 logements de type location-vente "AADL" devraient être livrés à Sidi Abdellah (Alger) d'ici à novembre prochain, ce qui portera le nombre total de logements distribués dans ce cadre dans cette ville nouvelle à 26 000 unités.

8.000 logements AADL seront distribués en août prochain dans la ville nouvelle de Sidi Abdellah, a précisé M. Tebboune en marge de l'inauguration de la 2e tranche du programme de logements de la ville nouvelle de Sidi Abdellah, ordonnant aux parties en charge du projet de préparer 8.000 autres unités à distribuer en novembre prochain. Les 16.000 unités qui devraient être livrées d'ici à novembre prochain s'ajouteront aux 10.000 unités d'ores et déjà inaugurées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ce qui portera le nombre total de logements "AADL" distribués à Sidi Abdellah à 26.000 unités, a sou-

ligné le Premier ministre, ajoutant que la ville nouvelle de Sidi Abdellah devrait être livrée intégralement fin 2018 et début 2019.

M. Tebboune a, par ailleurs, inauguré la 2e tranche du programme de logements de la ville nouvelle de Sidi Abdellah. Il s'agit de 3 280 logements, dont 2.080 unités de type location-vente et 1.200 logements publics promotionnels (LPP).

Le Premier ministre a également procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation de 14.200 autres logements à Sidi Abdellah, dont 11.000 unités de type location-vente et 3.200 LPP.

M. Tebboune a, en outre, ajouté que la ville nouvelle de Sidi Abdellah sera définitivement livrée fin 2018 et début 2019. Auparavant le Premier ministre avait inauguré le 1er tronçon de la double voie reliant le nord de la ville de Zeralda - Sidi Abdellah et le cyber parc de Sidi Abdellah.

S'étendant sur 1,5 Km sur un total de 10 km, ce projet permettra de relier la nouvelle ville de Sidi Abdellah aux villes avoisinantes.

INAUGURATION DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Poursuivant sa visite de travail et d'inspection, samedi, dans la wilaya d'Alger, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune a procédé à Ben Aknoun à l'inauguration de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS). Ensuite, il s'est rendu à l'Ecole supérieure Hôtellerie et de Restauration (ESHR) de Aïn Benian où il a présidé la cérémonie de sortie de la première pro-



motion d'étudiants diplômés de cette école. Avant d'inaugurer l'Ecole supérieure de la sécurité sociale, M. Tebboune a reçu une présentation détaillée sur cette nouvelle structure, au cours de laquelle il s'est félicité de la réalisation de cet "édifice unique dans le Monde arabe et en Afrique, du fait qu'il répond aux standards internationaux", exprimant le souhait que sa gestion soit "à la hauteur de sa grandeur".

Le Premier ministre a salué, par la même occasion, la qualité du travail effectué par l'entreprise publique Cosider qui a réalisé cette structure, ainsi que les ingénieurs qui ont conçu le style architectural esthétique original, conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Par la suite, M. Tebboune a présidé une cérémonie de sortie de la deuxième promotion de l'ESSS.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a mis en

avant la politique du gouvernement visant le développement de la formation et l'enseignement dans les différents domaines.

Il a souligné que cette nouvelle structure constitue "un nouvel outil qui vient renforcer les capacités scientifiques et professionnelles en matière de sécurité sociale dans le but d'assurer une bonne prise en charge des citoyens".

Il a ajouté que cette école, "à travers une bonne gestion, contribuera à consolider la solidarité nationale, la cohésion et la stabilité sociales", rappelant les efforts et les moyens consentis par la tutelle afin de concrétiser ce projet.

Cette deuxième promotion de 53 étudiants porte le nom de feu Mohamed-Salah Mentouri, où un hommage a été rendu à celui qui a occupé plusieurs hautes fonctions de l'Etat, dont notamment celle de ministre et de directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). La famille du défunt, qui était présente à la cérémonie, a reçu un cadeau en guise de reconnaissance pour la riche carrière de feu Mentouri, dont le dernier poste était président du Conseil national économique et social (CNES).

Par ailleurs, un cadeau symbolique pour le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a été remis à M. Tebboune par les étudiants de cette nouvelle promotion.

D'une capacité pédagogique de 400 places, l'ESSS a pour mission d'assurer la formation de cadres hautement qualifiés et des personnels d'encadrement exerçant au niveau des organismes et

institutions de la sécurité sociale. L'école assure également la formation continue des cadres des secteurs public et privé ainsi que des membres des organisations professionnelles.

Placée en co-tutelle pédagogique entre le ministère du Travail et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'école réserve 25% de ses places pédagogiques aux étudiants des pays de l'UMA et de l'Afrique en vertu d'un accord de partenariat signé entre l'Algérie et l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'école a également pour mission d'entreprendre des études et des recherches relatives aux questions de la sécurité sociale et de publier des ouvrages et périodiques liés aux spécialités enseignées.

SORTIE DE LA 1ÈRE PROMOTION D'ÉTUDIANTS DE L'ESHR

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune a, aussi, présidé à l'Ecole supérieure Hôtellerie et de Restauration (ESHR) de Aïn Benian (Alger), la cérémonie de sortie de la première promotion d'étudiants diplômés de cette école.

M. Tebboune qui effectuait une visite de travail et d'inspection à Alger, a remis les diplômes aux étudiants de cette promotion baptisée du nom du défunt Abdelmadjid Allahoum, qui occupa plusieurs postes dont celui de ministre du Tourisme.

La promotion sortante est composée de 32 étudiants qui ont bénéficié d'une formation de trois ans en gestion hôtelière et restauration.

Meryem L.

TOURISME

Faire du secteur une alternative aux hydrocarbures

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri a mis en avant la nécessité de la conjugaison des efforts pour relancer le tourisme et en faire une alternative économique permettant au pays de sortir de la dépendance aux hydrocarbures.

Intervenant lors de la cérémonie de son installation dans ses nouvelles fonctions, M. Mermouri a déclaré: "Nous nous attèlerons dans le cadre du Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, à insuffler une nouvelle dynamique au secteur en exploitant les ressources touristiques et naturelles dont dispose le pays" soulignant à ce propos l'importance du tourisme côtier, thermal, de montagne ainsi que le tourisme saharien avec son patrimoine matériel et immatériel, notamment les Ksour, les différents vestiges historiques et civilisationnels, outre le patrimoine du Tassili et de l'Ahaggar. Après avoir

exprimé "ses remerciements et reconnaissance au président de la République pour la confiance qu'il lui a accordée pour la gestion du secteur du tourisme en cette conjoncture particulière", M. Mermouri a relevé la nécessité d'"intensifier et de coordonner les efforts entre les cadres de son département et les autres secteurs concernés pour œuvrer ensemble à la mise en place d'une stratégie de promotion du tourisme à la lumière du Plan d'action du gouvernement, adopté récemment par les deux chambres du parlement".

Pour sa part, le chef de cabinet du Premier ministre, Amrani Hamlaoui a appelé les cadres du secteur à "l'intensification des efforts et à la coordination en vue de réaliser les objectifs escomptés dans ce domaine, conformément au Plan d'action du gouvernement et au programme du président de la République".

M. Hamlaoui qui représentait le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune à cette cérémonie, a

salué les efforts consentis par les anciens ministres "pour relancer le tourisme et en faire un secteur contribuant au développement hors hydrocarbures, et ce au vu des importantes ressources touristiques et naturelles que recèlent les différentes régions du pays".

Il a rappelé également "les importantes orientations données par le Premier ministre à M. Mermouri pour la relance du secteur en application des mesures prévues dans le Plan d'action du gouvernement pour la concrétisation du programme du président de la République qui a fait du tourisme l'une des priorités du développement économique, notamment en matière d'investissement".

M. Hamlaoui a appelé, par ailleurs, les cadres du secteur à se mobiliser pour permettre au ministre de "tracer des programmes à court, moyen et long termes dans le domaine du tourisme à soumettre au gouvernement".

Lamia O.

ALGÉRIE-FMI

Les perspectives de coopération, évoquées

Dans un communiqué, le ministère des Finances a indiqué, que le ministre chargé du secteur, Abderrahmane Raouya, a reçu le directeur du département Moyen-Orient, Afrique du Nord et Asie Centrale du Fonds monétaire international (FMI), Jihad Azour, avec qui il a évoqué les perspectives de coopération entre l'Algérie et cette institution.

"Les entretiens ont porté sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et le FMI ainsi que les moyens de la renforcer, notamment dans les domaines d'assistance technique des finances publiques", a précisé la même source.

Au cours de cette rencontre, le ministre des Finances et le responsable du FMI ont également procédé à l'échange des "points de vue sur l'évolution des situations économique et sociale tant sur le plan national qu'international", a ajouté le texte.

M.N.

MOSTAGANEM

Ouverture du parc d'attractions et de loisirs "Mostaland"

Le parc de loisirs et d'attractions "Mostaland", situé à Kharrouba, à l'Est de la ville de Mostaganem, a été inauguré jeudi soir, parallèlement à l'ouverture de la 50ème édition du Festival national du théâtre amateur FNTA. Le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar, a présidé, en présence des autorités locales, la cérémonie d'ouverture du parc "Mostaland", marquée par un carnaval et un défilé auxquels ont pris part 700 personnes entre clowns, enfants, comédiens, associations et coopératives théâtrales, des troupes folkloriques et de fantasia. Ce lieu de divertissement comprend un zoo, des espaces de jeux, un bassin aquatique d'une surface de 12 has, une piste de patinage sur glace, trois restaurants, un hôtel, des jeux aquatiques, une piscine, des locaux commerciaux, des cafétérias et un parking doté d'une capacité de 5 000 véhicules. Le zoo dispose de 80 cages pour animaux sauvages, un parc aquatique, un aquarium, un autre pour poissons, un jet d'eau musical, des cages et plans d'eau pour oiseaux, reptiles et une pépinière. D'autres annexes sont disponibles dont un laboratoire médical, un poste de sécurité de la protection civile et autre. La réalisation de ce parc a nécessité un investissement de 200 millions DA de la part de la wilaya. Il devra conférer à Mostaganem un statut de pôle écologique, touristique et économique de l'ouest du pays. Il génère 500 emplois permanents.

ANNABA

Saisie d'équipements utilisés dans le pillage du corail

Un lot de matériel sophistiqué utilisé dans le pillage et le trafic de corail a été saisi dans deux opérations distinctes à El Bouni et El Hadjar par les éléments de la Gendarmerie nationale de Annaba, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps de sécurité. Les équipements saisis par les éléments de la Gendarmerie nationale dans le cadre de la lutte contre le crime organisé sous toutes ses formes sont constitués de deux chaloupes, d'un moteur marin, de 42 bouteilles de plongée, trois jerricans d'essence, 10 combinaisons de plongée et de 17 supports bouteilles. La liste du matériel saisi contient également 21 filets, cinq pioches, des montres de plongée, des boussoles en plus d'autres outils qui étaient dissimulés sur les rives du Oued Seybousse, selon la même source. La lutte contre la pêche illicite du corail a permis de mettre la main, au cours des onze derniers mois dans la wilaya d'Annaba, sur 338 bouteilles de plongée, 18 chaloupes, 19 groupes électrogènes, 10 combinaisons de plongée, 78 filets de pêche, 92 supports bouteilles et 12 moteurs marins, a-t-on ajouté.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Youcef Cherfa a annoncé jeudi à Blida la livraison, à partir de septembre prochain, de 16.000 logements de type location-vente de l'Agence algérienne d'amélioration et du développement du logement (AADL) au niveau de la nouvelle ville de Bouinan, soulignant que cette opération se déroulera en trois étapes jusqu'en juin 2018.

La livraison des logements AADL dans la nouvelle ville de Bouinan est prévue à partir de septembre prochain, avec la distribution d'une première tranche de 7.000 unités, puis en décembre 2017 une deuxième de près de 3.000 unités et une troisième de 6.000 unités en juin 2018, a indiqué M. Cherfa, dans une déclaration à l'APS, à l'issue d'une réunion technique consacrée au projet de réalisation de la nouvelle ville de Bouinan en présence du ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane et du ministre des Ressources des eau, Hocine Necib. La réunion organisée sur l'un des sites de la nouvelle ville de Bouinan, en présence des autorités locales et de cadres des ministères concernés par le projet, ainsi que des représentants du ministère de l'Énergie et du groupe Sonelgaz, a permis de définir tous les obstacles qui freinent la progression des travaux de réalisation et les voies à même de les lever pour la finalisation des équipements accompagnant les logements outre l'élaboration d'une vision prospective en matière de distribution des logements et des équipements annexes. La distribution prévue des 7.000 unités représentant la première tranche "est certaine", tandis que la livraison des 3.000 unités de la deuxième tranche reste tributaire de la réalisation des VRD prévue au cours de l'année, a précisé le ministre. Sur instruction du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, la nouvelle ville de Bouinan sera la deuxième plus grande ville devant connaître la livraison des projets et des logements en 2017, après celle de Sidi Abdellah, a affirmé M.

NOUVELLE VILLE DE BOUINAN

Livraison de 16 000 logements AADL à partir de septembre prochain



Cherfa, ajoutant que la présence de trois ministres du Gouvernement à cette réunion a pour objectif d'apporter les dernières retouches en matière de raccordement aux réseaux d'AEP, d'assainissement et électrique. Les décisions prises lors de cette réunion, en collaboration avec les secteurs des Ressources en eau, des Transports et de l'Énergie "nous laissent plus optimistes" quant à la réception des projets dans les délais pour leur distribution aux bénéficiaires, a indiqué M. Cherfa. Soulignant la priorité qu'accorde le Gouvernement aux programmes de logements toutes formules confondues, le ministre a rappelé l'objectif d'un million de logements fixé dans le programme du président de la République.

Abdelaziz Bouteflika et la distribution de ces projets durant les années 2017, 2018 et 2019. Concernant les équipements à réaliser parallèlement aux logements de la nouvelle ville de Bouinan qui seront distribués aux souscripteurs des wilayas de Blida et Alger, M. Cherfa a assuré que les principaux réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, ainsi que les réseaux routier, d'électricité et de gaz et les infrastructures

d'enseignement, de santé, et de sécurité seront finalisés avant le début de la distribution de logements.

Pour sa part, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a affirmé que le gouvernement insiste sur le critère "qualité" dans les projets routiers devant relier la nouvelle ville de

Bouinan aux villes avoisinantes, ce qui rassure les souscripteurs que le trajet entre Alger et Bouinan peut être d'effectué en 15 mn grâce à la double voie de Bouinan et au projet reliant la deuxième rocade d'Alger à la même ville. La coordination entre les ministères permettra de réceptionner les projets dans les délais fixés pour obtenir une nouvelle ville qui répond aux normes des villes urbaines, a-t-il ajouté. Concernant le secteur des ressources en eau, M. Necib a indiqué que les travaux de la première phase du raccordement de la nouvelle ville au réseau d'eau potable ont été parachèvés permettant une alimentation à hauteur de 7.000 m3/jour en attendant la réception de la deuxième tranche en octobre prochain qui permettra d'approvisionner 15.000 logements en eau potable d'ici la fin de l'année. S'agissant du problème des réseaux d'assai-

nissement, le ministre a indiqué que les eaux usées seront transférées vers la station d'épuration de Boufarik, soulignant que ce projet est à même de raccorder les 15.000 unités d'ici la fin de l'année en cours, ce qui permettra de livrer les logements dans les délais. Contrairement à la réalisation des logements qui avance à un rythme appréciable, les projets de réalisation de la nouvelle ville de Bouinan enregistrent actuellement des entraves, notamment en matière de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales.

A cet effet, les ministres ont donné des instructions fermes aux responsables en charge du projet en vue de trouver des solutions à ces entraves et parachever les projets dans les délais. Pour rappel, le nombre de logements prévus dans la nouvelle ville de Bouinan - d'une capacité de 200.000 habitants - s'élève à 36.200 unités, dont 26.000 en cours de réalisation parallèlement à la réalisation de plusieurs établissements éducatifs (écoles primaires, CEM et lycées), d'un hôpital, de polycliniques, de postes de police, d'un théâtre, d'une salle de cinéma, outre des Administrations publiques et des espaces verts.

Près de 8 000 familles bénéficieront de logements sociaux

Près de 8 000 familles bénéficieront, après la rentrée sociale 2017-2018, de logements sociaux dans le cadre de la 23ème opération de logement à Alger, a indiqué jeudi le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

"La 23ème opération de logement concerne plus de 8.000 familles habitant dans ce qui reste des bidonvilles outre les habitants des caves, des

terrasses, des chalets et toute autre bâtisse anarchique dans la capitale" a précisé M. Zoukh dans une déclaration à la presse, à l'occasion d'une visite de terrain aux différents projets de la wilaya d'Alger, en compagnie des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la Nation, représentant la wilaya d'Alger, (pour leur faire connaître ces projets).

TIZI OUZOU

Saisie de 23 000 euros de fausse-monnaie en billets

Les services de la brigade mobile de la Police judiciaire de Tizi Ouzou ont arrêté trois (3) individus en possession de faux billets en devise estimés à 23.850 euros, a indiqué

un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Agissant sur la base d'informations selon lesquelles des individus s'adonnaient à la falsification de billets en devise,

les mêmes services ont interpellé les mis en cause à bord de deux véhicules où ils ont trouvé une quantité de papier utilisé dans la falsification de billets de banque ainsi que le montant en suscit

en faux billets.

Les trois individus ont été arrêtés et transférés au siège des mêmes services où ils font l'objet d'enquête, a conclu le communiqué de la DGSN.

AIRBUS

La querelle avec l'Autriche sur l'Eurofighter nuit au secteur

Airbus a écrit au ministre autrichien de l'Economie pour regretter que la querelle autour de l'Eurofighter sape la réputation des fournisseurs de l'industrie aérospatiale européenne et pour dénoncer comme inacceptables les éventuels efforts destinés à criminaliser leur travail.



Le ministère autrichien de la Défense a engagé en février des poursuites contre Airbus et le consortium fabriquant l'Eurofighter, également composé du britannique BAE Systems et de l'italien Leonardo, pour des soupçons d'escroquerie dans le cadre d'une commande de près de deux milliards d'euros en 2003. Airbus et le consortium rejettent ces accusations.

L'enquête a ensuite été élargie à des personnalités, dont Tom Enders, président exécutif d'Airbus.

Dans une lettre datée du 11 juillet que Reuters a pu consulter, Airbus écrit au ministre autrichien de l'Economie, Harald Mahrer, que les efforts visant à criminaliser les accords conclus dans le cadre de cette commande menacent la réputation du secteur.

"La tendance à criminaliser les fournisseurs et leurs partenaires dans une commande d'une telle importance internationale n'est pas acceptable pour nous en tant que secteur", écrit le représentant d'Airbus en Autriche, Peter Denker.

Tom Enders a dénoncé en avril un détournement du système juridique à des fins politiques, alors que des élections législatives doivent avoir lieu en octobre en Autriche.

Une enquête parlementaire a été ouverte sur ces contrats. Elle a pris fin mercredi et ses conclusions devraient être rendues publiques la semaine prochaine.

Dans sa lettre, Airbus écrit que la campagne électorale a "depuis longtemps dépassé les limites raisonnables".

Le ministère autrichien de l'Economie a confirmé avoir reçu une lettre mais il a refusé de la commenter.

GRÈVE À HOP!

Air France annonce "plus de 85%" des vols assurés les 13 et 14/07

Air France et sa filiale régionale, Hop!, prévoient d'assurer "plus de 85%" des vols domestiques et moyen-courriers jeudi et vendredi en raison d'une grève des pilotes jusqu'au 18 juillet. Les long-courriers, ainsi que les vols opérés par un avion "Airbus" Air France, ou par un avion d'une autre compagnie ne sont pas affectés, précise jeudi l'entreprise sur son site internet. Deux des syndicats de pilotes de la filiale Hop!, SNPL et FUC, ont déposé un préavis de grève du 13 au 18 juillet pour dénoncer ce qu'ils estiment être "une rupture de dialogue avec la direction". Ils dénoncent un "sous-effectif chronique" et réclament des conditions de travail plus souples.

DELTA AIR

Un bénéfice en baisse au deuxième trimestre

Delta Air Lines a fait état jeudi d'une hausse de 2,5% de son revenu unitaire par passager au deuxième trimestre mais le bénéfice sur la période a reculé de 20,8% en raison d'une inflation des coûts d'exploitation, ce qui pèse sur le titre. L'action de la deuxième compagnie aérienne américaine recule de 1,7% à 54,55 dollars dans les premiers échanges à Wall Street. Le titre a progressé de 13,8% depuis le début de l'année, à comparer à un gain de 17,4% pour son indice sectoriel Dow Jones. Le bénéfice net a reculé à 1,22 milliard de dollars (1,06 milliard d'euros), soit 1,68 dollar par action, au deuxième trimestre contre 1,55 milliard de dollars ou 2,03 dollars par action un an plus tôt. Après ajustement, le bénéfice par action ressort à 1,64 dollar, contre 1,67 dollar par action attendu en moyenne par les analystes, selon Thomson Reuters I/B/E/S. Les dépenses d'exploitation ont grimpé au cours du trimestre à cause de la hausse des salaires et des coûts du kérosène, a expliqué Delta, qui a versé une participation de 338 millions de dollars supplémentaires à ses employés pour 2017. "Le trimestre de juin a constitué le sommet en matière de pressions sur les coûts hors carburant cette année et nous nous attendons à ce que notre trajectoire de coût par siège disponible et par kilomètre ralentisse à environ 2% pour le trimestre en cours", a déclaré le directeur financier de Delta, Paul Jacobson, cité dans un communiqué.

Au deuxième trimestre, les dépenses liées aux carburants ont augmenté de 18% à 1,45 milliard de dollars et les coûts salariaux de 9% à 2,62 milliards.

Après deux ans et demi de repli, le revenu unitaire par passager a renoué avec la croissance en avril-juin et devrait encore progresser au cours de ce trimestre suivant, a expliqué Delta.

La marge opérationnelle, hors éléments exceptionnels, a légèrement augmenté à 18,4% contre 17,4% il y a un an.

Le chiffre d'affaires total a également progressé de 3,3% à 10,79 milliards de dollars.

QATAR AIRWAYS

Volonté d'acquérir une participation dans American Airlines

Qatar Airways a dit jeudi continuer à vouloir acquérir une participation dans American Airlines en dépit du fait que la compagnie aérienne américaine ait mis un terme à leur accord de partage de code. American Airlines a annoncé mercredi annuler les accords de partage de code conclus avec Qatar Airways et Etihad Airways dans le cadre de sa lutte contre les subventions que ces deux compagnies moyen-orientales perçoivent illégalement, selon elle. Qatar Airways comme Etihad Airways nient toutes les deux être subventionnés. Le partage de code est un accord commercial permettant à deux compagnies d'exploiter conjointement des lignes.

Les compagnies américaines estiment

que les subventions publiques permettent aux compagnies du Golfe de proposer des billets à des prix plus bas et d'offrir des équipements plus confortables sur les vols long-courriers.

Le directeur général de Qatar Airways, Akbar al Baker, s'est déclaré déçu de cette décision mais a ajouté qu'elle n'affecterait pas le projet de la compagnie qatarienne d'acheter jusqu'à 10% d'American Airlines.

"La procédure de demande de prise de participation se poursuit normalement. Nous devons clarifier certaines questions du régulateur, ce que nous avons fait", a-t-il dit à la presse à Doha.

Qatar Airways a adressé mercredi un document remanié aux autorités de régula-

tion américaines afin d'obtenir l'autorisation d'acquérir jusqu'à 10% de American Airlines, selon un document transmis aux autorités boursières.

Une participation dans la compagnie américaine permettrait à Qatar Airways d'augmenter son portefeuille d'investissement. Elle possède déjà 20% d'LAG, la maison-mère de British Airways, et 10% de la sud-américaine Latam.

Dans un document transmis aux autorités boursières américaines, American Airlines a souligné que ses statuts interdisent à quiconque d'acquérir 4,75% ou plus de ses actions en circulation sans approbation préalable du conseil d'administration saisi par une requête écrite.

ARMÉE BRITANNIQUE

Leonardo et Airbus lorgnent la formation des 'Top gun'

La concurrence va faire rage pour décrocher le programme Asdot de formation au combat aérien de l'armée britannique, un contrat de 1,6 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros), le monde de l'armement recherchant des sources de revenus stables pour compenser la faible demande actuelle pour ses équipements, ont dit à Reuters des sources du secteur. Match retour de leur récent duel sur la formation pour les équipages d'hélicoptères, l'italien Leonardo et l'européen Airbus s'apprentent tous deux à faire des offres pour remplacer dans quelques années un ensemble de formations destinées à l'armée britannique, ont indiqué les sources.

Leonardo envisage de proposer son avion d'entraînement Aermacchi M-346 en partenariat avec une entreprise britannique dont l'identité n'est pas

connue. Airbus, qui a remporté le marché de la formation pour les hélicoptères aux dépens de l'AgustaWestland de Leonardo, songe lui aussi à répondre à l'appel d'offres dans le cadre de l'offensive sur les services engagée à l'échelle du groupe.

Le géant européen entraîne déjà l'armée de l'air allemande avec des Learjet modifiés de Bombardier via sa filiale GFD.

Airbus a refusé de faire un commentaire.

Un porte-parole de Leonardo a déclaré de son côté qu'il "évaluerait une palette d'options" sur la base des demandes britanniques, qui ne sont pas encore définies précisément, et qu'il était en discussion avec des partenaires potentiels.

Le ministère britannique de la Défense entend confier le contrat prestigieux de la formation des 'top guns' de la Royal Air Force à une seule entreprise,

ou à un consortium d'entreprises.

Cette formation est actuellement assurée par le britannique Cobham, qui a également répondu au marché des hélicoptères avec Leonardo. Cobham utilise des appareils d'un escadron de la marine géré par un spécialiste britannique de l'externalisation, Serco.

"Le ministère de la Défense n'a pas de religion sur les plateformes, c'est la capacité de formation et d'entraînement qui lui importe", commente Alexandra Ashbourne-Walmsley du think tank britannique Royal United Services Institute.

Elle estime aussi que la présence de partenaires locaux constituera un bonus pour des candidats étrangers confrontés aux nouvelles réalités de l'après-Brexit.

"Cette question de la défense et des emplois au Royaume-Uni

va être davantage mise en avant à travers le processus des appels d'offres pour l'armée", ajoute-t-elle.

Leonardo et Airbus vont rejoindre un nombre désormais croissant de candidats sur ce type d'appel d'offres, parmi lesquels le québécois Discovery Air Defence Services, allié à l'entreprise britannique de services militaires Inzpire; la société britannique d'ingénierie Qinetiq, associée à l'équipementier aérospatial français Thales, qui ont jeté leur dévolu sur le nouvel avion d'entraînement Scorpion de Textron Airland; ou encore le canadien CAE en tandem avec Draken International, basé en Floride.

Selon les sources, le ministère britannique de la Défense doit trancher l'an prochain sur le contrat Asdot, qui doit débiter en 2020 et couvrir une durée de 15 ans.

AVANT LES RÉSULTATS D'ENTREPRISES

Les Bourses européennes en légère hausse

Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse jeudi, les marchés continuant de reprendre des couleurs alors que s'amorce la saison des publications de résultats d'entreprises.



Les marchés se reprennent, portés par la perspective d'une normalisation plus lente qu'attendu de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

La présidente de la Fed Janet Yellen a en effet confirmé mercredi la perspective d'un resserrement monétaire progressif, tout en restant floue sur le calendrier, une prudence saluée par les investisseurs.

"Le marché semble vouloir se reprendre un peu techniquement, et repartir sensiblement à la hausse, même si les volumes commencent à être un peu étroits, comme aujourd'hui" à Paris, explique Franklin Pichard, directeur général de Kiplink Finance.

Du côté des indicateurs, la journée a été relativement animée, avec notamment les inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis. Celles-ci ont baissé un peu moins qu'attendu, mais le chiffre de la semaine précédente a été révisé à la hausse. Par ailleurs, les prix à la production ont légèrement augmenté en juin, à la surprise des analystes.

L'EUROSTOXX 50 A PRIS 0,36%

La Bourse de Paris a fini bien

orientée (+0,25%),

L'indice CAC 40 a pris 13,27 points, à 5.235,40 points. La veille, il avait fini en progression de 1,59%.

Casino a grimpé de 3,63% à 54,29 euros.

ArcelorMittal a fini en tête du CAC 40 avec une hausse de 2,28% à 21,72 euros. Altran a progressé de 4,33% à 15,19 euros. TechnipFMC a perdu 1,96% à 23,75 euros. Air France a monté de 2,10% à 13,12 euros. Alstom a gagné 2,71% à 31,62 euros. Société Générale a pris 0,96% à 49,60 euros, et BNP Paribas 1,41% à 66,92 euros. Beneteau a gagné 2,50% à 15,38 euros. La Bourse de Londres a fini stable (-0,05%), entravée par les matières premières mais soutenue par les valeurs financières.

L'indice FTSE-100 des principales valeurs a perdu 3,49 points pour clôturer à 7.413,44 points. Après la forte hausse de mercredi, l'indice a été freiné par la baisse des valeurs minières due au repli de certains cours des métaux. Rio Tinto a perdu 0,96% à 3.420 pence. Anglo American a reculé de 0,27% à 1.094 pence. RBS a grimpé de 2,11% à 256,80 pence. Marks and Spencer a remonté de 3,42% à 327 pence. Burberry a pris 2,39% à 1.669 pence. AstraZeneca a chuté de

3,45% à 5.013 pence. BP affichant un perdu 0,84% à 446,85 pence. Royal Dutch Shell (action "B") a reculé de 0,84% à 2.074,50 pence.

A la Bourse de Francfort, l'indice vedette Dax, qui avait grimpé de plus de 1,5% mercredi, a terminé en légère hausse de 0,12% à 12.641,33 points. Le MDax des valeurs moyennes s'est mieux débrouillé, progressant de 0,52% à 25.078,55 points.

Commerzbank a gagné 2,69% à 11,27 euros. Daimler a perdu 0,47% à 65,15 euros. Siemens a reculé de 1,87% à 120,50 euros. La Bourse de Bruxelles a terminé en hausse de 0,70%, l'indice Bel-20 des principales valeurs s'établissant à 3.894,58 points. Parmi les 16 valeurs en hausse, le groupe de métallurgie Umicore enregistre la meilleure performance en prenant 3,68% à 64,74 euros. Le groupe de technologies Galapagos a perdu 1,49% à 66,60 euros. La Bourse suisse a terminé sur une note légèrement négative. L'indice SMI des valeurs vedettes a clôturé à 9.003,57 points, en repli de 0,13%. Novartis a enregistré la deuxième plus forte baisse, chutant de 0,99% à 79,70 francs suisses. Son rival Roche a également pesé sur l'indice en perdant 0,12% à 243,10 francs suisses.

Nestlé a en revanche soutenu l'indice en gagnant 0,12% à 83,80 francs suisses tout comme les deux grandes valeurs bancaires, avec +0,42% à 16,87 francs suisses pour UBS et +0,89% à 14,74 francs suisses pour Credit Suisse. La Bourse de Milan a terminé en petite hausse, le FTSE Mib gagnant 0,42% à 21.521 points. Fiat Chrysler a affiché la meilleure performance, gagnant 3,87% à 10,47 euros, alors que des spéculations font état d'un possible accord en août avec la justice américaine concernant les émissions de ses véhicules diesel. Telecom Italia a pris 2,67% à 0,827 euro, après que Standard and Poor's a revu de stable à positive la perspective du

groupe. Enel a pris 2,05% à 4,972 euros. Mediaset a monté de 1,77% à 3,328 euros. FincoBank a chuté de 2,05% à 7,18 euros. Terna a perdu 1,43% à 4,814 euros.

L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse de 0,49% à 519,11 points. Arcelor Mittal a grimpé de 2,28% à 21,72 euros. Le fournisseur de services maritimes Boskalis a pris 1,70% à 29,25 euros. La Bourse de Lisbonne a terminé en hausse de 2% à 5.319,28 points, tirée par la banque BCP. BCP a bondi de 6,28% à 0,25 euro alors que sa petite concurrente Montepio n'a grimpé que 0,20% à 0,99 euro.

Autre gagnant de la séance, le secteur des télécommunications avec la holding Pharol qui a gagné 3,61% à 0,34 euro et l'opérateur NOS qui a grimpé de 3,54% à 5,46 euros. A l'inverse, le titre du producteur de liège Amorim, dont le patron Américo Amorim est décédé jeudi, a reculé de 0,80% à 12,43 euros.

La Bourse de Madrid a clôturé en hausse de 0,93% à 10.658,3 points. Le secteur bancaire a terminé dans le vert: Banco Santander a pris 1,11% à 5,85 euros, et BBVA a gagné 1,86% à 7,66 euros.

Telefonica a grimpé de 2,17% à 9,34 euros. Inditex (Zara) a grimpé de 0,77% à 34,05 euros. Amadeus a reculé de 0,31% à 53,87 euros. Le gestionnaire d'aéroports Aena a perdu 0,06% à 168,70 euros. L'aciériste Acerinox a cédé 1,25% à 11,42 euros.

WALL STREET CLÔTURE EN LÉGÈRE HAUSSE

Wall Street a clôturé en légère hausse jeudi, soutenue, après une audition sans surprise de Janet Yellen, par les secteurs de la finance, de l'énergie et de la distribution: le Dow Jones a pris 0,11%, terminant à un record, et le Nasdaq 0,21%. Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a gagné 20,95 points à

21.553,09 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 13,27 points à 6.274,44 points. L'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,19%, ou 4,58 points, à 2.447,83 points. "Même si elle n'a pas fait de nouvelle révélation, les investisseurs ont été encouragés par la suite de l'audition de la présidente de la Réserve fédérale Janet Yellen", a relevé Jack Ablin de BMO Private Bank. Mme Yellen s'exprimait devant une Commission du Sénat, au lendemain d'une audition similaire à la Chambre des Représentants au cours de laquelle elle a assuré que la Fed maintiendrait le cap d'un relèvement graduel des taux directeurs et a estimé que leur niveau actuel, entre 1% et 1,25%, ne devrait "pas être beaucoup plus élevé" à terme. Cette approche rassure les courtiers de Wall Street, qui ont largement profité ces dernières années des taux particulièrement bas de la banque centrale. Les statisticiens sur les prix à la production aux Etats-Unis, qui ont avancé de 0,1% en juin en données corrigées des variations saisonnières après avoir stagné en mai, "soutiennent la possibilité que la Fed puisse décider de mettre en suspens la remontée des taux directeurs si l'inflation reste basse", a souligné Christopher Low de FTN Financial. Les inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis ont quant à elles baissé un peu moins qu'attendu.

Sans nouvelle information saillante du côté de la Fed, les indices ont été "soutenus jeudi par la hausse du rendement des bons à 10 ans, qui aide les banques", a remarqué Art Hogan de Wunderlich Securities.

Les rendements des bons du Trésor à 10 ans, qui évolue à l'inverse du prix des obligations, montait vers 20H20 GMT à 2,340%, contre 2,318% mercredi soir et ceux à 30 ans à 2,913%, contre 2,884% la veille.

L'indice regroupant les valeurs financières au sein du S&P 500 montait de 0,61% alors que les grandes banques JPMorgan Chase, Citigroup et Wells Fargo doivent dévoiler leurs résultats trimestriels vendredi.

La montée des prix du baril de pétrole coté à New York, pour la quatrième séance consécutive, a aussi aidé le secteur de l'énergie, l'indice regroupant ses valeurs dans le S&P 500 grimpant de 0,44%.

Les titres de la distribution ont de leur côté été dopés par une bonne nouvelle en provenance de la chaîne de supermarchés Target (+4,80%), qui a relevé ses prévisions de ventes et de bénéfice pour le deuxième trimestre.

Dans son sillage, Wal-Mart (+1,50%) a pris la tête du Dow Jones.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 07 JUILLET 2017

BILLET DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	108.1460	108.1610
EURO	1 EUR	123.4487	123.4982
POUND STERLING	1 GBP	140.0673	140.1231
JAPAN YEN	100 JPY	95.0233	95.0615
YUAN HONG KONG	1 CNH	15.8991	15.9028
SWISS FRANC	100 CHF	11238.2833	11243.3472
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	83.2789	83.3225
DANISH KRONE	100 DKK	1659.8011	1660.5410
SWEDISH KRONA	100 SEK	1281.1534	1281.7562
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1290.1248	1290.7657
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	29.4403	29.4508
SAUDI RIYAL	1 SAR	28.8343	28.8460
KUWAIT DINAR	1 KWD	356.4469	356.9670
TUNISIAN DINAR	1 TND	44.2751	44.7200
MAROCAN DIRHAM	1 MAD	11.2110	11.2800

Séance de cotation des valeurs mobilières du 10 JUILLET 2017

	
Séance de cotation des valeurs du Trésor	
Rendement maximum	4,79
Rendement minimum	0,00

Alliance Assurance	400,00
EGH El Aurassi	520,00
Saidal	660,00
NCA-Rouiba	325,00

Capitalisation boursière	12 996 345,00
Indice boursier théorique	1 209,918

EGYPTE

Deux étrangères poignardées à mort dans une station balnéaire

Deux femmes étrangères ont été tuées et quatre blessées vendredi dans une attaque au couteau sur une plage de la station balnéaire de Hourghada dans l'est de l'Égypte, selon des responsables.

La dernière attaque dans une station balnéaire du pays remonte à janvier 2016 et trois touristes européens y avaient été blessés à l'arme blanche.

Néanmoins les motifs de l'assailant de Hourghada qui a été arrêté n'étaient pas connus dans l'immédiat et on ignorait s'il était lié à des groupes extrémistes comme l'organisation Etat islamique (EI) qui a revendiqué plusieurs attentats meurtriers contre les forces de l'ordre, les touristes et la minorité chrétienne.

Quoi qu'il en soit, l'attaque risque de porter un nouveau coup au tourisme, un secteur clé de l'économie d'Égypte qui tentait d'attirer à nouveau les touristes après des années d'instabilité.

Selon le ministère de l'Intérieur égyptien, l'assailant "a atteint la plage privée d'un hôtel de Hourghada où il a commis son crime en nageant d'une plage publique voisine". Il a été arrêté et est actuellement "interrogé par la police pour connaître ses motifs". Le gouverneur de la province de la mer Rouge, Ahmad Abdallah, où se trouve Hourghada, a affirmé dans un communiqué que deux "résidents étrangers" avaient été tués dans l'attaque, sans autre précision. La nationalité des victimes n'était pas encore clairement et officiellement établie par les autorités concernées.



Le site officiel du journal gouvernemental Al-Ahram a affirmé que les victimes étaient ukrainiennes, ce que l'ambassadeur d'Ukraine au Caire a nié.

Un responsable du ministère égyptien de la Santé a ensuite indiqué à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, que "les deux étrangers tués étaient des Allemands". Mais à Berlin, les Affaires étrangères, qui ont condamné une attaque "lâche", ont dit ne pas être en mesure de confirmer si des Allemands figuraient parmi les victimes. Les autorités arméniennes ont indiqué que deux de leurs ressortissants avaient été blessés dans l'attaque, et les Affaires étrangères tchèques ont parlé d'un citoyen tchèque légèrement blessé.

TRÈS TÔT

"Nous ne connaissons pas les motifs (de l'assailant). C'est peut-être un fou ou un individu atteint de troubles mentaux. C'est très tôt pour le savoir", a indiqué à l'AFP un responsable du ministère de l'Intérieur. L'attaque n'a pas été revendiquée.

En janvier 2016, trois touristes européens ont été blessés à Hourghada dans une attaque à l'arme blanche commise par deux assaillants soupçonnés de sympathie avec l'EI.

Cette station balnéaire sur la mer Rouge est très prisée des touristes européens.

La sécurité a été renforcée dans les sites touristiques en Égypte, à la suite d'attaques meurtrières ces dernières années. Le 31 octobre 2015, la branche égyptienne de l'EI a revendiqué un attentat à la bombe ayant coûté la vie aux 224 occupants d'un avion russe transportant des touristes russes après son décollage de Charm el-Cheikh, station balnéaire située dans le sud du Sinaï. La Russie a depuis suspendu ses vols en Égypte. Depuis la destitution en 2013 par l'armée égyptienne du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, des groupes extrémistes ont multiplié les attentats visant les militaires et les policiers, tuant des centaines d'entre eux principalement dans la péninsule du Sinaï.

CINQ POLICIERS TUÉS

Plutôt dans la journée de vendredi, cinq policiers égyptiens ont été tués par des balles par trois hommes non identifiés au sud du Caire. Les assaillants ont ouvert le feu sur une voiture de police avant de prendre la fuite, selon le ministère de l'Intérieur. L'attaque a eu lieu près de la ville de Rachidine où la police avait déjà été ciblée. Elle n'a pas été revendiquée. Il y a une semaine, la branche égyptienne de l'EI a revendiqué une attaque dans le nord du Sinaï ayant coûté la vie à 21 policiers, tandis que le groupe islamiste Hasam a revendiqué le même jour le meurtre d'un officier de police au nord du Caire. La police accuse Hasam d'être affilié aux Frères musulmans, mouvement considéré comme "terroriste" par les autorités égyptiennes. Après un double attentat suicide revendiqué par l'EI contre deux églises coptes du nord du Caire (45 morts) en avril dernier, le président Abdel Fattah el-Sissi a déclaré l'état d'urgence pour trois mois, prolongé en juillet.

RDC

L'administration et le chef de la police du marché central de Kinshasa tués

L'administratrice du marché central de Kinshasa et le chef adjoint du commissariat de police ont été tués vendredi dans une attaque du marché du nord de la capitale de la République démocratique du Congo par des personnes non identifiées, a annoncé la police.

Les personnes détenues au commissariat du marché ont été libérées, selon un témoin.

"Au titre de bilan de pertes en vies humaines, il est fait état de la mort de l'administratrice du marché, du sous-commissaire adjoint Kamambunzu", commandant du sous-commissariat du grand-marché de Kinshasa, a déclaré le colonel Pierrot-Rombaut Mwanamputu, porte-parole de la police congolaise.

"On a enregistré six policiers grièvement blessés (notamment le garde du corps de l'administratrice) tous admis aux urgences", a ajouté l'officier. En outre, deux commissariats de police dans les parages du marché ont été incendiés.

"La situation est sous contrôle," affirme-t-il alors qu'un présumé "assaillant est aux arrêts".

Vers 13H30 (11H30 GMT), "il y a eu panique parce que le bureau de l'administrateur a été attaqué ainsi que le cachot du commissariat (de police). Les détenus ont été libérés" et la Garde républicaine (GR), unité de protection du président Joseph Kabila) contrôle le marché, a déclaré une vendeuse du marché, Marie-Pauline Liyolo. "Il y a eu échanges de tirs. L'administrateur du marché a été atteint par balle. Tout le monde a fui vers la cité, les détenus se sont évadés (...)", a témoigné un vendeur, Philippe Mbuinga. Un journaliste de l'AFP a constaté que de nombreuses personnes s'éloignaient du marché central de Kinshasa, dans toutes les directions sur les grandes artères alentour.

Les forces de sécurité, notamment les militaires de la GR, mais aussi des agents de la police militaire et des policiers, ont été déployés en grand nombre dans le quartier du marché.

Depuis le mois de mai, les attaques de commissariats et prisons sont fréquentes en RDC, pays qui traverse une crise politique aggravée par le maintien au pouvoir du président Kabila dont le mandat a échoué le 20 décembre 2016.

La dernière attaque dans la capitale remonte au 29 juin, une personne au moins avait été tuée.

SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE KHARTOUM

Le Soudan "regrette" l'extension du délai par Washington

Le Soudan a dit regretter la décision de Washington de prolonger pour trois mois supplémentaires des sanctions économiques contre Khartoum, tout en espérant que l'embargo serait bientôt levé.

Mardi, le président des Etats-Unis Donald Trump a prolongé de trois mois la période probatoire décidée par son prédécesseur Barack Obama avant une éventuelle levée totale de ces mesures punitives, qui frappent le Soudan depuis 20 ans. Cette période de six mois, comprenant une série de conditions américaines, s'achevait mercredi 12 juillet. Par un décret présidentiel, M. Trump l'a prolongée de trois mois supplémentaires, soit jusqu'au 12 octobre, assurant que l'administration américaine avait "besoin de plus de temps". Réagissant à cette décision, Khartoum a fait part de sa déception.

"Nous regrettons une telle décision, qui intervient après de longues négociations entre le Soudan et les Etats-Unis", a déclaré le ministre soudanais des Affaires étrangères Ibrahim Ghandour, dans un bref communiqué publié mercredi. "Les Etats-Unis, l'Europe, l'Afrique et la communauté internationale admettent que le Soudan a tenu ses engagements (...), c'est pourquoi nous ne voyons aucune raison d'étendre la période

probatoire." "Mais nous espérons toujours que les sanctions seront levées définitivement", a-t-il ajouté.

Washington a à l'égard Khartoum des exigences en cinq points: la fin du soutien aux groupes rebelles au Soudan du Sud - pays créé en juillet 2011 par la partition du Soudan - la fin des hostilités dans les provinces du Darfour, du Nil-Bleu et du Kordofan-Sud et une coopération avec le renseignement américain contre le terrorisme.

PROGRÈS IMPORTANTS

Les sanctions seront définitivement "révoquées si le gouvernement soudanais poursuit ses actions positives, notamment le maintien d'une cessation des hostilités dans des zones de conflits au Soudan, l'amélioration de l'accès humanitaire au Soudan et le maintien de sa coopération avec les Etats-Unis pour traiter les conflits régionaux et la menace du terrorisme", a fait valoir la porte-parole de la diplomatie américaine, Heather Nauert. "Tout en reconnaissant que le gouvernement du Soudan a fait des progrès importants dans beaucoup de secteurs, l'administration (américaine) a décidé qu'elle avait besoin de plus de temps pour cette période probatoire", a encore expliqué Mme

Nauert. Les sanctions économiques contre le Soudan avaient été imposées en 1997 pour son soutien présumé aux islamistes dont le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden, tué dans un raid américain au Pakistan en mai 2011. Donald Trump avait jusqu'à mercredi trois choix à sa disposition: lever définitivement les sanctions, prolonger la période probatoire ou faire machine arrière en rétablissant complètement l'embargo.

M. Ghandour avait prévenu lundi soir qu'un maintien de l'embargo était "inacceptable" et que son pays ne s'attendait "pas à autre chose qu'à la levée des sanctions". "Une autre décision serait illogique et inacceptable", avait insisté le ministre, avertissant que son pays pourrait retomber dans "la guerre". Les Nations unies avaient dit espérer que les Etats-Unis annonceraient une "décision positive" en faisant état d'une "amélioration notable" dans l'accès humanitaire à des zones de conflit ces six derniers mois. Même si les relations américano-soudanaises se sont sensiblement améliorées, le département d'Etat maintient Khartoum depuis 1993 sur sa liste noire des "Etats soutenant le terrorisme", au même titre que l'Iran et la Syrie.

TUNISIE/ETATS-UNIS

L'administration Trump réduit ses aides au pays

Le chef du gouvernement d'union nationale tunisien, Youssef Chahed, était aux Etats-Unis pour une visite officielle du 9 au 12 juillet, pour évoquer les relations bilatérales entre les deux pays, et tout particulièrement une proposition de l'administration Trump portant sur la réduction des aides militaires et financières destinées à la Tunisie dans le cadre du nouveau budget des Etats-Unis, soumis au Congrès américain pour approbation.

Pour certains politiciens et analystes économiques tunisiens, la visite de Youssef Chahed à Washington était, en général, prometteuse et fructueuse, intervenant à un moment décisif. "Cette visite survient à un moment crucial pour la Tunisie qui vit une conjoncture assez complexe sur les deux plans sécuritaire et économique, désormais deux faces de la même monnaie", a affirmé l'expert tunisien en politique extérieure Nizar Makni, dans une interview accordée à Xinhua.

Selon lui, le chef du gouvernement tunisien "a cherché une certaine continuité du soutien américain à la Tunisie en tant que démocratie naissante, surtout que les Etats-Unis demeurent l'un des principaux garants de la crédibilité économique tunisienne auprès des institu-



tions financières internationales et les bailleurs de fonds mondiaux". En effet, M. Chahed a déclaré face aux journalistes américains que "toute révision à la baisse de l'aide sécuritaire et économique américaine à la Tunisie risque d'envoyer un message négatif aux organisations terroristes quant aux capacités et aptitudes des forces sécuritaires et militaires tunisiennes dans la lutte contre le terrorisme". Afin de réaffirmer la volonté de son pays d'éradiquer le fléau extrémiste et la menace terroriste, M. Chahed s'est entretenu avec deux responsables chargés de la sécurité aux Etats-Unis, à savoir le général H.R. McMaster, conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, et James Mattis, secrétaire d'Etat à la Défense.

"La Tunisie est fortement engagée dans l'intensification et le développement des efforts de coopération sécuritaire et militaire avec les Etats-Unis, étant donné l'intérêt partagé par les deux pays de déraciner la corruption et la contrebande, principale source de financement du terrorisme", a indiqué M.

Chahed.

UN CHANGEMENT REMARQUABLE

Sur cette question, "le traitement de la nouvelle administration de la Maison Blanche des différents dossiers extérieurs a changé remarquablement", explique M. Makni. "Pour Donald Trump, contrairement à son prédécesseur, ce qui compte principalement pour les Etats-Unis n'est plus l'appui et l'aide aux démocraties émergentes, mais plutôt l'intérêt suprême et la reconstruction de la cuisine interne du pays de l'Oncle Sam suite à la crise économique", commente M. Makni.

Pour cette raison, Youssef Chahed s'est adressé à de hauts responsables américains rigoureusement choisis au préalable, notamment le vice-président américain Mike Pence, des membres de la commission des Affaires étrangères du Congrès, des sénateurs, dont John McCain, ainsi que des membres du Sénat chargés des affaires étrangères. Le dirigeant tunisien s'est également entretenu avec Jared Kushner, gendre et

conseiller du président Trump, lors d'une rencontre surprise. Certains médias tunisiens affirment que l'aide des Etats-Unis à la Tunisie, selon le projet de loi proposé par l'administration Trump, s'élèverait à 54,6 millions de dollars pour l'année 2018, soit 85,8 millions de moins qu'en 2017. Le projet de loi prévoit également la réduction des aides financières à plusieurs pays de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, à l'exception d'Israël et de l'Egypte. "Une fois approuvé, ce projet de loi contredira les grandes lignes de la politique américaine en matière de lutte contre le terrorisme", assure M. Makni. Selon lui, il faudra à l'avenir focaliser les efforts de coopération sur l'échange d'expertise, de savoir-faire militaire, et de renseignements, ainsi que sur la promotion des ressources humaines, notamment par des échanges de compétences. "Etant la priorité de la visite de Youssef Chahed aux Etats-Unis, l'apport militaire et financier à la Tunisie se poursuivra, certes, mais en contrepartie, les prémices d'un certain chantage s'annoncent implicite-

ment à travers dix réserves exprimées par certains sénateurs contre la Tunisie", annonce l'expert tunisien. Les Américains, développe-t-il, n'épargneront aucun effort pour s'impliquer sur le continent africain, essentiellement par le renforcement de leur présence dans la zone nord-africaine, qui leur permettra non seulement de bien surveiller la zone euro, étant donné le recul de la France, mais aussi de conquérir de nouvelles importantes zones stratégiques afin de contrôler les mouvements d'autres puissances du côté sud de la Méditerranée. L'expert tunisien estime que les Etats-Unis n'ont pas intérêt à "laisser tomber" la Tunisie : "Le maintien d'une coopération satisfaisante avec la Tunisie offre aux Etats-Unis une bonne vision de ce qui se passe en Libye voisine, et lui permet de surveiller tous les mouvements du côté sub-saharien." D'autre part, le président de la République tunisienne, Béji Caïd Essebsi, a rencontré, vendredi, au Palais de Carthage, le chef du gouvernement, Youssef Chahed.

Le chef du gouvernement a déclaré que l'entretien a porté sur la situation générale dans le pays et le bilan de la visite d'amitié et de travail qu'il a effectuée du 10 au 12 juillet aux Etats-Unis d'Amérique.

Cité dans un communiqué de la Présidence, Youssef Chahed a indiqué avoir évoqué avec le chef de l'Etat les entretiens qu'il a eus avec des hauts responsables de l'administration américaine et des membres du congrès US.

Ces entretiens, a-t-il dit, ont porté sur le développement des relations bilatérales et l'importance de continuer à soutenir le modèle démocratique tunisien pour surmonter les difficultés économiques.

Ils ont, également, porté sur le renforcement de la coopération conjointe en matière de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

PRISONNIERS SAHRAOIS DE GDEIM IZIK

L'illégalité du procès dénoncée

La gauche unie espagnole a dénoncé jeudi "le manque de garanties et l'illégalité" du procès des prisonniers politiques sahraouis du groupe "Gdeim Izik" qui vient d'être reporté au 18 juillet prochain à Rabat, exigeant la libération immédiate de tous les prisonniers sahraouis détenus dans les prisons marocaines.

La gauche unie espagnole a dans un communiqué, "suite au nouveau report du procès des prisonniers politiques sahraouis détenus illégalement et injustement depuis des années du 11 au 18 juillet courant, dénoncé l'illégalité de ce procès et le manque de garanties procédurales démontrées depuis le début."

La gauche unie a souligné dans son texte que "le régime marocain a de nouveau démontré que son système judiciaire n'est pas indépendant et continue d'utiliser la répression pour faire taire le peuple sahraoui, et pour cela, a-t-on poursuivi "nous exigeons la libération immédiate des prisonniers de Gdeim Izik et tous les

prisonniers politiques sahraouis".

Rappelant dans son texte les diverses irrégularités qui entachent ce procès et recueillis par les observateurs internationaux et les militants des droits de l'Homme "tels que le manque de preuves, des autopsies ou des rapports d'experts et l'existence d'une pression sur les accusés", la gauche unie espagnole a réaffirmé dans son que "la justice marocaine n'est pas indépendante et sert les intérêts politiques du pouvoir marocain, en cautionnant un régime qui occupe illégalement le Sahara occidental depuis 1975 et réprime les étudiants sahraouis à Marrakech et les manifestants du rif marocain".

Par ailleurs, la gauche unie conclut-on exige que "le gouvernement espagnol envoie un représentant de son ambassade au Maroc pour assister au prochain procès du groupe de Gdeim Izik prévu le 18 juillet à la cour de Salé".

D'autre part, l'association de Cantabrie amie avec le peuple sahraoui a rappelé que "l'oppression de l'appareil répressif

marocain continue et notamment pour les militants des droits de l'Homme qui réclament pacifiquement les droits du peuple sahraoui". A cet effet, cette association ? dénoncé "les condamnations récentes des étudiants sahraouis de Marrakech ainsi que le simulacre procès des militants de Gdeim Izik qui continue à durer dans le temps après les nombreux reports et les conditions inhumaines dans lesquelles vivent ces prisonniers politiques".

Profitant de l'arrivée des enfants sahraouis dans la région, dans le cadre du programme Vacances pour la paix", cette

association a lancé un appel à la population cantabrique pour organiser un rassemblement pour réclamer "un Sahara libre qui peut protéger ses enfants et dénoncer l'isolement et la négligence subie par le peuple sahraoui depuis plus de 41 ans", toute en rappelant la responsabilité de la communauté internationale et notamment espagnole dans le règlement du conflit par la mise en oeuvre d'un référendum d'autodétermination pour les Sahraouis afin de pouvoir décider librement de leur avenir.

FINANCEMENT DE LA PREMIERE PHASE DU PAAIM I

La BAD approuve son prêt au Maroc

Le Conseil d'administration du Groupe la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé vendredi à Abidjan, un prêt de 200 millions de dollars US pour le financement de la première phase du Programme d'Appui à l'Accélération de l'Industrialisation au Maroc (PAAIM I). Ce programme a pour principal objectif de favoriser l'accélération industrielle du Royaume et de consolider les bases d'une croissance durable et partagée.

UE

VENEZUELA

SP abaisse la note du pays, risque de défaut d'ici six mois

L'agence de notation financière SP Global Ratings a abaissé jeudi la note de la dette du Venezuela, à CCC- contre CCC auparavant, jugeant le pays susceptible de se trouver en défaut d'ici six mois face à l'aggravation de la crise politico-économique. "L'abaissement de la note reflète la dégradation des conditions économiques, l'aggravation des tensions politiques, y compris au sein du camp chaviste au gouvernement, et la détérioration de la situation du gouvernement en matière de liquidités", a expliqué l'agence dans un communiqué, assortissant sa note d'une perspective négative. SP envisage donc d'abaisser encore la note du Venezuela à moyen terme, "ce qui reflète un risque de défaut (...) lors des six prochains mois, si les conditions ne s'améliorent pas de façon significative et inattendue au Venezuela". L'agence craint que le pays, qui souffre depuis des années de la faiblesse des cours pétroliers, ne puisse plus se financer à l'international et soit donc incapable de rembourser sa dette.

"Sans nouveau financement extérieur qui soit conséquent, nous nous attendons à ce que le gouvernement ait des difficultés à rembourser quelque 2,8 milliards de dollars de dette pour le second semestre 2017 et quelque sept milliards de dollars pour 2018", a prévenu SP, qui table sur une contraction de 6% du PIB cette année.

Le pays est agité depuis plusieurs mois par des manifestations presque quotidiennes contre le gouvernement du président Nicolas Maduro, héritier d'Hugo Chavez, qui a convoqué des élections le 30 juillet pour une Assemblée constituante. Près de cent personnes ont déjà été tuées lors de ces affrontements.

Signe des divisions au sein du camp chaviste, la procureure Luisa Ortega, longtemps soutien du gouvernement socialiste, est menacée d'être destituée de façon imminente pour "faute grave" après s'être retournée contre le pouvoir, mais promet de rester à son poste "quoi qu'il arrive".

"L'affaiblissement des institutions, le mécontentement de plus en plus marqué au sein de la population (...) réduisent encore la capacité du Venezuela à faire face aux problèmes pressants sur le plan économique et social", a prévenu SP.

M.S.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a plaidé pour améliorer les règles européennes concernant les sauvetages bancaires, tout en estimant que les derniers cas récents en Italie s'étaient finalement plutôt bien déroulés.

"Nous devons examiner concrètement, à la lumière des cas récents, si nos instruments sont suffisants, s'ils sont les bons et ce qu'on peut faire en plus", a dit le grand argentier allemand à propos des sauvetages fin juin des activités saines de deux banques vénitienes, ainsi que de la restructuration début juillet de BMPS, troisième établissement financier d'Italie. Il a regretté les différences existant entre les droits nationaux de faillites bancaires et les règles européennes. "Il faut qu'on discute de la manière dont on peut changer cela à l'avenir", a-t-il dit.

Néanmoins, il n'a pas jeté la pierre à Rome, qui a largement



mis à contribution le contribuable italien pour sauver ses banques en difficulté malgré des règles européennes qui préchent le contraire.

Selon différents diplomates européens, M. Schäuble doit dîner lundi soir avec ses homologues français, Bruno Le Maire, et italien, Pier Carlo Padoa.

"Je crois que l'Italie s'est finalement bien sortie d'une situation difficile", a dit M. Schäuble en arrivant à une réunion à Bruxelles, où les 19 ministres de la zone euro doivent être informés en détail des sauvetages italiens par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le conseil de résolution unique, sorte de pom-

pie (en fonction depuis 2016) des banques de la zone euro.

PLUS DE TRANQUILLITÉ

Son homologue autrichien, Hans Jörg Schelling, s'est montré plus virulent: "il faut qu'enfin tout le monde s'en tienne aux règles". Selon lui, la banque autrichienne Hypo Alpe Adria a été jusqu'ici la seule à avoir été assainie conformément aux règles européennes. Pour cette raison, M. Schelling a réclamé une discussion sur les cas italiens, où le droit national l'a emporté sur les règles européennes.

De son côté, le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, a estimé

qu'"il fallait à la lumière des cas passés voir ce qu'il fallait ajuster", tout en estimant que l'union bancaire européenne fonctionnait.

Le président de l'Eurogroupe, le ministre néerlandais des Finances, Jeroen Dijsselbloem, a, lui, plaidé pour une accélération de l'harmonisation des droits nationaux sur les faillites au sein de l'UE. Quant à M. Padoa, il a déclaré en arrivant à Bruxelles qu'"on avançait pour construire une union bancaire plus solide dans laquelle on pourrait travailler avec plus de tranquillité".

Créée dans le sillage de la crise financière de 2008 et adoptée début 2014 par le Parlement européen, l'Union bancaire a été constituée par les Etats de l'UE pour empêcher que les gouvernements européens ne se retrouvent à nouveau, comme pendant la crise, à déboursier des montants colossaux pour sauver leurs banques, se mettant eux-mêmes en difficulté.

Mardi, les 28 ministres des Finances de l'UE veulent adopter un "plan d'action" pour s'attaquer au problème des créances douteuses des banques, qui risque de se répercuter sur l'ensemble de l'économie européenne si leur montant n'est pas réduit, selon eux.

Mustapha S.

FRANCE

En 2022, le déficit tombera à 1,4% du PIB selon l'OFCE

La croissance devrait atteindre 1,6% en moyenne en France sous le quinquennat Macron et le déficit décroître jusqu'à 1,4% du PIB en 2022, selon des estimations de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publiées. L'OFCE, un think tank classé à gauche, qui s'était livré pendant la campagne présidentielle à l'évaluation des programmes des candidats, a analysé les mesures annoncées par Emmanuel Macron et effectué une estimation de leur impact macroéconomique. Selon ses calculs, la croissance devrait évoluer "dans une fourchette comprise entre 1,5% et 1,8% avec une accélération sur la période 2019-2020 avec la montée en charge des mesures fiscales et du plan d'investissement" de 50 milliards d'euros. Elle "ralentirait en 2021-2022 sous l'effet de l'intensifica-

tion de la consolidation budgétaire au-delà de 2020". En moyenne, elle s'établirait à 1,6% sur le quinquennat. De son côté, "le déficit public passerait de 3% du PIB en 2017 à 1,4% en 2022, avec une année 2019 où le déficit refranchirait la barre des 3% pour une année, atteignant 3,5% du PIB en raison de la transformation du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisse de cotisation", estime l'OFCE. Cette transformation suppose en effet que lors de l'année de transition, l'Etat aura à supporter à la fois la baisse de cotisations pour l'année en cours et le remboursement du CICE pour les précédentes, les créances pouvant être remboursées jusqu'à quatre ans après le versement des salaires. Dans son document d'orientation budgétaire transmis mardi au Parlement, le gouvernement table lui sur un déficit pas-

sant de 3% en 2017 à 0,5% du PIB en 2022. Les prélèvements obligatoires passeraient de 44,3% de PIB en 2017 à 43,6%, tandis que "les dépenses publiques se réduiraient de 2,3 points de PIB sur la période 2017-2022 et de 2,7 points de PIB si l'on prend 2016 comme année de référence", selon l'OFCE. Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre Edouard Philippe a promis une baisse de trois points de PIB des dépenses publiques. La dette publique resterait pour sa part à environ 96% du PIB jusqu'en 2019, avant de commencer à décroître à partir de 2020, pour atteindre 92% en 2022, un chiffre en ligne avec les prévisions du gouvernement. Enfin, le taux de chômage connaîtrait une lente décrue, passant de 9,2% en 2017 à 7,6% en 2022.

Kamel A.

ZONE EURO

La BCE réticente à fixer la fin des rachats d'actifs

La Banque centrale européenne souhaite laisser la situation ouverte concernant son programme de rachat d'actifs plutôt que de fixer une date lointaine à laquelle elle arrêterait de racheter des obligations, dans le but de conserver une certaine flexibilité au cas où la conjoncture se dégraderait, apprend-on de trois sources proches du débat au sein de la banque centrale.

En ne disant pas quand les rachats nets d'obligations tomberont à zéro, la BCE espère souligner qu'il n'y a pas de chemin

prédéterminé pour son programme de soutien à la croissance et que tout changement dépendra des indicateurs économiques, notamment sur l'emploi, ajoutent les sources.

Elles placent le processus de sortie de la Réserve fédérale de son programme de rachat d'actifs en 2014 comme un modèle à suivre, rappelant la réticence de la banque centrale américaine à annoncer publiquement un objectif de fin de programme.

"La Fed a réalisé la sortie la plus réussie et c'est donc l'exemple à suivre", dit l'une des sour-

ces. "Ce qui est important c'est de ne pas s'engager à l'avance et de continuer à évoquer un rythme très progressif", ajoute-t-elle.

Le président de la BCE, Mario Draghi, a récemment créé une onde de choc sur les marchés en ouvrant la porte à d'éventuelles inflexions de la politique de la banque centrale.

Depuis ces déclarations, les investisseurs sont à l'affût du moindre signe permettant de se faire une idée des prochaines décisions de la BCE, attendues à sa réunion du 7 septembre. Le

conseil des gouverneurs de la BCE se réunit également jeudi.

Mais selon une enquête Reuters auprès d'économistes, la BCE devrait attendre septembre avant d'annoncer un virage vers un resserrement de sa politique ultra-accommodante.

La BCE s'est refusée à tout commentaire. Les sources ont ajouté qu'aucune décision n'avait été prise et que le débat restait ouvert, en attendant notamment les nouvelles prévisions économiques de ses services prévues en septembre.

K.A.

CONSULTATION POPULAIRE AU VENEZUELA

A quoi servira le pas de l'opposition?

L'opposition vénézuélienne organise aujourd'hui une consultation populaire sur le projet du président Nicolas Maduro de changer la Constitution. A quoi peut servir ce vote purement symbolique ?

QUE CHERCHE L'OPPOSITION?

Le référendum est présenté comme un acte de "désobéissance civile" contre le chef de l'Etat par la coalition des antichavistes (du nom d'Hugo Chavez, président de 1999 à sa mort en 2013), réunis au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD).

Non reconnu par les autorités, ce vote cherche à matérialiser le rejet par les Vénézuéliens de l'assemblée constituante, explique l'opposition. Près de 70% de la population est opposée à ce projet et 80% des Vénézuéliens dénoncent la gestion de M. Maduro, selon la société de sondages Datanalisis.

Une forte affluence lors de la consultation, doublée d'une faible participation pour le vote du 30 juillet lors duquel seront désignés les 545 membres de l'Assemblée constituante, nuirait à la "viabilité" et à la "gouvernabilité" de cette instance, juge l'analyste Benigno Alarcon.

"Le gouvernement va se retrouver dans une situation très compliquée pour continuer avec l'élection" de l'assemblée constituante fin juillet, et dans tous les cas il lui sera "très difficile de mettre en oeuvre des décisions dans ce contexte", ajoute-t-il.

Lors des législatives de fin 2015, les antichavistes se sont largement imposés avec 2,1 millions de voix d'avance sur le camp présidentiel. Devenus



majoritaires au Parlement, ils ont mis fin à 17 ans d'hégémonie chaviste.

LA CONSULTATION INTERROMPRA-T-ELLE LA CONSTITUANTE?

Le gouvernement déclare que cette future assemblée sera un "superpouvoir" qui aura la capacité de dissoudre le Parlement, qu'elle apportera la paix et permettra au pays de se redresser économiquement.

Les analystes estiment que Nicolas Maduro pourrait l'utiliser pour "gouverner sans limites", devant son incapacité de remporter des élections classiques et alors que l'opposition a refusé de présenter des candidats. La consultation "est symboliquement importante, mais il sera très difficile (pour les antichavistes) d'atteindre leur objectif qui est d'interrompre la Constituante" en cas de succès, juge Michael Shifter, président du cercle de réflexion Dialogue interaméricain, installé à Washington. "Le Parlement peut

avoir raison et être légitime, mais le pouvoir réel est concentré du côté de l'exécutif, en incluant les cours (de justice) et les forces armées", a-t-il ajouté.

Pour bloquer le processus de la future assemblée, un rejet du haut commandement militaire serait nécessaire. Or l'armée, acteur incontournable du jeu politique national, a exprimé à plusieurs reprises sa "loyauté inconditionnelle" au président Maduro, par ailleurs très impopulaire dans ce pays en profonde crise politique et économique.

"Sans cela, la Constituante va poursuivre son chemin, elle sera élue, quelle que soit la participation", pronostique le politologue Luis Salamanca. "Cela va ressembler à deux bus qui foncent l'un contre l'autre et les passagers vont essayer de convaincre le chauffeur (de changer de direction) ou de lui retirer le volant, pour ne pas se rentrer dedans", a-t-il expliqué.

ET APRÈS?

Projet d'amendement à la

Constitution pour écarter le mandat présidentiel, référendum révocatoire, dialogue avec le gouvernement, vague de manifestations: depuis sa prise de contrôle du Parlement fin 1995, l'opposition à plusieurs fois tenté de faire pousser vers la sortie le chef de l'Etat. Le mandat de Nicolas Maduro court jusqu'à janvier 2019, mais l'opposition craint que la Constituante ne change le système électoral pour permettre au chavisme de rester au pouvoir. C'est pour cela qu'elle assure que la consultation populaire de dimanche sera le début de son "offensive finale". Si la MUD n'a pas précisé en quoi consisterait cette nouvelle étape, les experts anticipent une hausse des violences ou une grève générale dans les prochaines semaines, avant l'élection du 30 juillet. Si la Constituante débute ses travaux malgré tout, "personne ne va la reconnaître et elle va devoir miser sur l'armée pour imposer ses décisions", prévient M. Alarcon.

Ikram A.

IMMIGRATION L'UE "prête" à durcir les règles pour garder le Royaume-Uni

Les responsables de l'Union européenne (UE) accepteraient un durcissement des règles d'immigration pour aller dans le sens du Royaume-Uni afin de garder le pays dans le bloc européen, a affirmé samedi l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair.

"Les responsables européens, d'après les discussions que j'ai eues, sont prêts à envisager des changements pour aller dans le sens du Royaume-Uni, y compris sur la liberté de circulation. Pourtant, cette option est exclue", a regretté l'ancien Premier ministre dans un article pour son cercle de réflexion Institute for Global Change.

La liberté de circulation au sein de l'UE et de ce fait l'impossibilité pour le Royaume-Uni de contrôler son immigration ont été l'une des raisons centrales du vote des Britanniques en faveur d'une sortie de l'UE lors du référendum du 23 juin 2016.

David Cameron avait obtenu en février 2016, quatre mois avant le référendum, un renforcement du "statut spécial" du Royaume-Uni dans l'UE avec notamment un "frein d'urgence" sur certaines aides sociales versées aux migrants européens pendant sept ans mais ces réformes avaient été jugées insuffisantes par l'électorat pro-Brexit.

Tony Blair avance que l'élection du président français Emmanuel Macron a changé la dynamique européenne.

"L'examen rationnel des options inclurait judicieusement celle de négocier avec le Royaume-Uni son maintien au sein d'une Europe prête à se réformer et faire la moitié du chemin vers nous", a écrit l'ancien Premier ministre. "Les réformes sont désormais au programme de l'Europe", a-t-il jugé.

N.Z.

VICTOIRE DÉMOCRATIQUE

La Turquie commémore le putsch raté

La Turquie a commémoré samedi la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan, dont la riposte musclée a ébranlé un pays qui vit au rythme des purges. Session parlementaire extraordinaire, discours nocturne et hommages aux "martyrs": les dirigeants turcs ont préparé un programme exhaustif pour marquer l'anniversaire du soulèvement qui a fait 249 morts, hors putschistes. Si la déroutée des militaires factieux est saluée par M. Erdogan comme une victoire démocratique, les purges lancées depuis par les autorités ont suscité l'inquiétude des partenaires occidentaux d'Ankara et d'organisations de défense des droits de l'Homme. Accusant le prédicateur Fethullah Gülen d'être derrière le putsch, ce que nie l'intéressé, Ankara traque inlassablement ses sympathisants depuis un an: 50.000 personnes ont été arrêtées, plus de 100.000 limogées par vagues successives. Vendredi encore, plus de 7.000 militaires, policiers et employés de plusieurs ministères ont été radiés par décret-loi.

Le même jour, le prédicateur Gülen, un ancien allié de M. Erdogan qui vit en exil aux Etats-Unis, a de nouveau rejeté tout

lien avec le "putsch abject" et a dénoncé une "chasse aux sorcières" contre ses partisans. Les opposants du président turc l'accusent de dérive autocratique depuis la tentative de coup d'Etat, la plus violente et spectaculaire forme de contestation contre lui depuis qu'il a accédé au pouvoir en 2003. Plus puissant que jamais à la faveur d'une révision constitutionnelle controversée, M. Erdogan a balayé les critiques, dénonçant un "manque d'empathie" de l'Occident, avec lequel les relations se sont tendues.

"PLUS RIEN COMME AVANT"

Pour commémorer le putsch manqué, les dirigeants turcs prendront part à plusieurs manifestations à Istanbul et à Ankara qui débuteront en début d'après-midi samedi et se prolongeront jusqu'à dimanche matin. Le programme commencera par une session spéciale au Parlement à 10h00 GMT. M. Erdogan participera à plusieurs événements à Istanbul, avant de prononcer à Ankara un discours à 23h32 GMT, heure précise à laquelle les putschistes ont bombardé l'Assemblée nationale. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, des avions de chasse, des

hélicoptères et des chars détournés par des éléments séditieux de l'armée affirmant avoir pris le pouvoir ont semé la mort et la terreur à Istanbul et Ankara. Mais M. Erdogan contre-attaque: à travers un écran de téléphone lors d'une interview en direct avec une chaîne de télévision, il exhorte ses partisans à descendre dans la rue. Des dizaines de milliers de personnes répondent à son appel. L'un des épisodes les plus marquants se joue sur l'un des ponts qui enjambent le Bosphore, rebaptisé depuis le "pont des Martyrs du 15 juillet", où des putschistes tirent sur des civils. Leur reddition, au petit matin, symbolisera l'échec du coup de force.

"Plus rien ne sera comme avant le 15 juillet", a déclaré jeudi M. Erdogan lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes du coup d'Etat manqué à Ankara, qualifiant la tentative de putsch de "tourment" dans l'histoire de la Turquie.

PAYS FRACTURÉ

Les purges lancées après le putsch ont en tout cas bouleversé les institutions: 4.000 magistrats ont été radiés et l'armée turque, la deuxième de l'Otan, est affaiblie, avec le limogeage d'au moins 150

général. Le gouvernement turc affirme que de telles mesures d'exception, prises dans le cadre de l'état d'urgence en place depuis un an, sont nécessaires pour nettoyer l'Etat des éléments gülenistes qui l'ont méthodiquement infiltré pendant des décennies. Mais, dépassant le cadre des partisans présumés de M. Gülen, cette traque a aussi touché les milieux prokurdes, dont les principaux dirigeants politiques ont été écroués, des journalistes critiques ou encore des ONG. Ces développements ont profondément polarisé la société entre pro et anti-Erdogan. Alors que tous les partis politiques avaient fait vœu d'unité après le traumatisme du 15 juillet, un an après, le paysage politique est plus fracturé que jamais. Un mouvement de protestation pour défendre "la justice" conduit par le leader du principal parti d'opposition (CHP), Kemal Kılıçdaroglu, est ainsi parvenu à mobiliser des centaines de milliers de mécontents.

La Turquie réclame depuis un an à Washington l'extradition du prédicateur Gülen. Un appel resté lettre morte à ce jour.

Nawel Z.

MONDIAL-2017 DE HANDBALL DES U-21:

Pour l'Algérie, le principal objectif reste le passage au 2^e tour

La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans ne cible pas "spécialement" des adversaires à battre pour passer au deuxième tour lors du 21^e Mondial de handball (U-21) prévu à Alger du 18 au 30 juillet, a indiqué jeudi le président de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane.

"Nous avons cinq matchs à disputer au premier tour et l'équipe entamera chaque rencontre avec le même état d'esprit. On a l'envie et si nous serons capables de gagner tous les matchs, on mettra la détermination qu'il faut pour le faire", a déclaré Labane lors d'un point de presse organisé à la salle de conférences de l'Office du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). "Nous avons donné des orientations au staff pour ne négliger aucun aspect même minime. Chaque détail peut être la clé d'une victoire face à des adversaires qui ne laissent rien au hasard", a-t-il insisté. Lors du Mondial 2017, l'Algérie évoluera dans le groupe D avec la Croatie, l'Islande, l'Arabie saoudite, l'Argentine et le Maroc. Les quatre premiers de chaque groupe seront qualifiés pour le Tour principal. "Notre principal objectif est la qualification au second tour. L'équipe s'est bien préparée. Elle a joué sept matchs de très haut niveau en Hongrie, en Slovaquie et surtout aux Jeux de la solidarité islamique à Bakou (Azerbaïdjan). Les résultats ont largement dépassé nos prévisions. Donc, il n'y a pas de raison de douter. La confiance est là et les résultats devraient suivre", a ajouté le patron de la FAHB. Les jeunes de l'entraîneur Rabah Gherbi joueront un dernier match amical samedi (20h00) face à la Hongrie à Harcha, avant d'entamer la compétition mondiale mardi face au Maroc à la même salle et à la même heure. Cette rencontre sera précédée par la cérémonie d'ouverture prévue à 18h00. "Notre public est important. Je souhaite que l'engouement sera grand comme ça a été le cas lors de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2014) organisée et reportée par l'Algérie face aux Tunisiens. Nous sommes en retard en matière de médiatisation de l'évènement mais nous allons rattraper cela très vite. Nos amis du Centre international de presse (CIP) feront le nécessaire", a-t-il promis, appelant la presse nationale à apporter sa contribution en matière de médiatisation du Mondial d'Alger. Les matchs du Championnat du monde se dérouleront à la salle Harcha-Hacène et à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf. Huit autres salles ont été retenues pour les entraîne-



ments. "Nous entamons la dernière ligne droite dans l'organisation de ce rendez-vous. L'Argentine est arrivée hier (mercredi, ndlr), l'Egypte et la Hongrie sont attendues ce jeudi. En fin de journée, des experts de l'IHF arriveront eux aussi. On apportera avec eux les dernières retouches", a fait savoir Labane. Le groupe A est composé de l'Allemagne, de la Norvège, des Îles Féroé, de la Hongrie, de la Corée du Sud et du Chili. Le groupe B est formé de la France, du Danemark, du Qatar, de l'Egypte, de la Slovaquie et de la Suède. Enfin, le groupe C compte l'Espagne, la Tunisie, la Macédoine, le Brésil, le Burkina Faso et la Russie. Les équipes seront hébergées à l'Hôtel Mercure et à l'École supérieure de l'hôtellerie et de restauration d'Aïn Bénian. Les officiels éliront domicile à l'hôtel El Aurassi.

"L'ALGÉRIE PRÊTE À ACCUEILLIR SES HÔTES"

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a assuré jeudi que l'Algérie était "fin prête" à recevoir les délégations participant au 21^e Mondial de handball (U-21) prévu à Alger du 18 au 30 juillet. "Les pouvoirs publics ont mis les moyens nécessaires pour la réussite de cet évènement mondial qui se déroulera pour la première fois en Algérie. Les infrastructures de compétition, d'entraînement et d'hébergement ont fait peau neuve à l'occasion de ce Mondial", a déclaré M. Ould Ali lors d'un point de presse organisé à l'issue d'une tournée d'inspection qui l'a conduit aux salles de compétition Harcha-Hacène et la Coupole et d'entraînement à El Biar et Aïn Bénian.

Depuis juin dernier, de gros chantiers ont été lancés pour que les infrastructures retenues soient aux normes internationales sur tous les plans. "Des travaux ont été engagés au niveau de la salle Harcha et la Coupole pour qu'elles répondent aux exigences de la Fédération internationale de handball (IHF), notamment en matière de climatisation, d'éclairage et d'aménagement des vestiaires des joueurs, des arbitres et de l'es-

pace médias. Le système de climatisation est opérationnel et la température à Harcha et à la Coupole est de 24 degrés", a encore fait savoir le premier responsable du sport en Algérie. Un plan de transport "spécial" sera mis en place en collaboration avec la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et la Gendarmerie nationale pour permettre aux invités de l'Algérie de se déplacer "en toute fluidité", selon M. Ould Ali qui s'exprimait en présence du président de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane. "Pour les entraînements, l'IHF a demandé de mettre à sa disposition 4 salles. Nous en avons aménagé huit pour faciliter la tâche de l'instance mondiale dans l'application de son planning", a dit M. Ould Ali. Les salles d'Aïn Bénian, El Biar, Bordj El Kiffane, les Eucalyptus, Baraki, Chéraga, Ben Aknoun (centre féminin) et de la Protection civile à Dar El Beïda ont été retenues pour abriter les séances d'entraînement. Seize sélections réparties sur quatre groupes seront en concurrence dès mardi prochain pour se qualifier au Tour principal, puis se disputer les premières places et le titre mondial. L'Algérie évoluera dans le groupe D avec la Croatie, l'Islande, l'Arabie saoudite, l'Argentine et le Maroc. "Nous faisons confiance à notre équipe nationale qui va certainement se battre à fond pour réaliser les meilleurs résultats possibles. J'appelle le public à se déplacer en masse pour prêter main forte à cette jeune formation", conclut le ministre. Le groupe A est composé de l'Allemagne, la Norvège, les Îles Féroé, la Hongrie, la Corée du Sud et le Chili. Le groupe B est formé de la France, du Danemark, du Qatar, de l'Egypte, de la Slovaquie et de la Suède. Enfin, le groupe C compte l'Espagne, la Tunisie, la Macédoine, le Brésil, le Burkina Faso et la Russie.

LES ARGENTINS PREMIERS ARRIVÉS À ALGER

La sélection d'Argentine des moins de 21 ans a été la pre-

mière à débarquer à Alger en prévision du championnat du monde de handball de la catégorie, prévu du 18 au 30 juillet en cours. Les Argentins ont posé pied dans la capitale algérienne mercredi en fin de journée avec une délégation de 23 membres dont 18 joueurs. Ils ont trouvé à leur accueil à l'aéroport Houari-Boumediène, des représentants de la Fédération algérienne de handball (FAHB), à leur tête le directeur de l'organisation sportive (DOS), Mourad Ait Kaci, également président du comité d'organisation du championnat du monde. "Nous avons fait un voyage harassant qui a duré 24 heures à partir de Buenos Aires, via Amsterdam, Paris puis Alger. Je dois souligner l'accueil chaleureux que nous ont réservé les organisateurs", a déclaré à l'APS l'entraîneur adjoint des Argentins, Erick Kool, assurant que son équipe s'est déplacée à Alger avec un effectif au complet.

La sélection argentine compte profiter de ces quelques jours avant le début de la compétition pour effectuer "les derniers réglages" et disputer quelques matchs amicaux, a encore ajouté le même technicien, qui s'attend à ce que le niveau de la compétition soit "relevé", mais cela ne l'empêche pas de se montrer ambitieux. "Nous allons tenter de remporter tous nos matchs lors du premier tour afin d'arracher haut la main notre qualification au tour suivant. Par la suite, on va gérer match par match la compétition", a-t-il poursuivi. La délégation argentine a pris ses quartiers au niveau de l'hôtel Mercure à Bab Ezzouar. Les entraînements de l'équipe auront lieu à la salle de la Protection civile à Dar El-Beïda, ainsi qu'à celle de Bordj El-Kiffane, toutes les deux non loin de son lieu d'hébergement. Les Argentins ont été versés dans le groupe D en compagnie de la sélection du pays hôte, l'Algérie, ainsi que de la Croatie, l'Islande, l'Arabie Saoudite et le Maroc. Pour leur premier match, ils affronteront mardi leurs homologues islandais à la Salle Harcha-Hacène (18h00).

MONDIAL DE L'ATHLÉTISME/ (U18): Disqualification de l'Algérien Oussama Cherrad

L'athlète algérien Oussama Cherrad, classé 2^e en finale du 1500 m des Championnats du monde d'athlétisme U-18 disputés vendredi à Nairobi, a été finalement disqualifié par les juges pour "obstruction de passage" à des adversaires, a indiqué la Fédération algérienne d'athlétisme via son site officiel.

L'Algérien porteur du dossard N 105, a occupé le couloir N 5 lors de cette course.

Les Mondiaux 2017 d'athlétisme des moins de 18 ans se déroulent du 12 au 16 juillet. L'Algérie y participe avec un total de 13 athlètes, à savoir: Oussama Cherrad, Akram Abed, Saber Abed, Mehdi Abidi, Hamdani Benahmed, Rabie Deliba, Yacine Khedim, Ayoub Mahrou, Mehdi Anis Nait Abdelaziz, Yazid Slim, Mohamed Mehdi Zekraoui, Asma Baya Araïbia et Loubna Benhadja.

ABED SABER PASSE EN FINALE DU 3000M

L'athlète algérien Abed saber, le sociétaire de Bordj Bou Arreridj, a composé jeudi son ticket pour la finale du 3000m des Championnats du monde d'athlétisme des moins de 18 ans qui se déroulent à Nairobi (Kenya).

Saber a terminé la course de la seconde série en 6^e position avec un chrono de 8:49.97, alors que l'éthiopien Selemom Brega est arrivé premier avec un temps de 7:55.73.

Pour sa part, son coéquipier Yazid Slim n'a décroché que la 9^e place de la première série avec un chrono de 8:55.09, synonyme d'élimination.

Les trois autres algériens engagés tous sur le 400m haies ont été éliminés. Chez les filles, Loubna Benhadja a terminé la course à la 4^e place avec un temps de 1:01.41, alors que chez les garçons, Ayoub Mahrou a obtenu la 6^e position en 54.83 et yacine khedim, la 4^e avec un chrono de 54.87. Ces Mondiaux 2017 des moins de 18 ans se déroulent du 12 au 16 juillet. L'Algérie y participe avec un total de 13 athlètes : Oussama Cherrad, Akram Abed, Saber Abed, Mehdi Abidi, Hamdani Benahmed, Rabie Deliba, Yacine Khedim, Ayoub Mahrou, Mehdi Anis Nait Abdelaziz, Yazid Slim, Mohamed Mehdi Zekraoui, Asma Baya Araïbia et Loubna Benhadja.

144 000 LA COLLECTE cumulée des céréales dans la wilaya de Ghardaïa a atteint jusqu'à ce jour les 144 000 quintaux, dont 90% constitués de blé dur, a révélé à l'APS le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Mustapha Djaâboub.

LUTTE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES :

“Tous les secteurs doivent y participer”, dit Louh

Dans une allocution en marge de la cérémonie d'installation de Brahim Kherrabi en qualité de Procureur général près la cour de Tipasa, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a indiqué jeudi à Tipasa que la lutte contre la corruption et tous les crimes économiques "n'est pas conjoncturelle", soulignant que l'action publique avait déjà été "mise en mouvement concernant plusieurs affaires de corruption et la justice suit son cours". "La lutte contre la corruption n'est pas une campagne conjoncturelle, mais un travail mené sur le terrain au quotidien avec la participation de tous les secteurs de l'Etat", a précisé le ministre. "La lutte ne se limite pas à l'aspect répressif, mais repose aussi sur la transparence dans la gestion des affaires publiques", a affirmé M. Louh, soulignant la nécessité de relancer la loi relative à la Déclaration de patrimoine et d'associer les citoyens à la lutte contre ce fléau. L'approfondissement des réformes initiées par le président de la République a permis à la magistrature de lutter contre les crimes sous toutes leurs formes, notamment ceux portant atteinte à l'économie nationale, a ajouté le ministre.

LA JUSTICE SUIVRA SON COURS

Entre 2013 et 2016, les juridictions compétentes ont été saisies de 3.405 affaires de corruption qualifiées de "dangereuses" et les ministères publics ont mis en mouvement l'action publique contre les auteurs de "faits graves", a fait savoir le ministre, ajoutant que la justice suivra son cours conformément à la loi, sans donner plus de détails sur ces affaires.

La consolidation du secteur de la justice se poursuit par l'introduction dans le nouveau Plan du gouvernement, adopté récemment par le parlement, de mécanismes "plus efficaces de la politique de prévention contre le crime de corruption", à la faveur de "l'intensification de la coordination entre les instances et services de l'Etat en matière de lutte contre les crimes financiers et économiques", a-t-il ajouté.

Pour la mise en œuvre du programme du président de la République, il est prévu dans le cadre du Plan d'action du gouvernement de renforcer les dispositifs juridiques et réglementaires régissant la vie publique et les différents services, soulignant l'impératif d'accorder "un intérêt particulier à l'application de la loi relative à la Déclaration de patrimoine et à



la redynamisation du contrôle visant à assainir le climat au sein des entreprises".

Il a plaidé, dans ce contexte, pour un développement "efficace et transparent" en faveur de tous les enfants de l'Algérie, loin des comportements "illégaux, illicites voire immoraux", soulignant la nécessité de "définir les obligations inhérentes à la fonction publique et aux services spécialisés afin de préserver la neutralité et la transparence de l'administration".

Le secteur de la Justice avance à "pas sûrs" vers la consolidation du pouvoir judiciaire après la récente révision de la Constitution, ce qui permettra de mieux répondre aux préoc-

cupations nationales, de s'adapter aux développements de l'Etat algérien et de réaliser ses aspirations à des institutions constitutionnelles stables, fortes et efficaces.

M. Louh a estimé que le secteur de la justice était le "médiateur" dans la réalisation de ces objectifs, notamment en ce qui a trait à la protection des droits de l'homme et à la garantie des libertés fondamentales dans le cadre de la loi, se disant optimiste quant à l'aptitude de la justice à adopter avec les nouveaux contenus constitutionnels, en assurant la qualité de l'action judiciaire et des services prodigués aux citoyens.

Nesrine M.

COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAIN

Bedoui appelle à l'échange d'expériences

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui a mis l'accent jeudi à Alger sur l'importance de renforcer la coopération et l'échange d'expériences entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Lors de l'audience qu'il a accordée à l'ambassadeur des Etats-Unis Mme. Joan Polaschik, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, M. Bedoui a précisé que les Etats-Unis sont "un ami de l'Etat et du peuple algériens". Il a ajouté dans ce sens que l'Algérie est devenue, "grâce à la politique judicieuse du président de la République Abdelaziz Bouteflika, un pôle économique leader, eu égard à ses grandes potentialités économiques", ce qui constitue "une opportunité pour les investisseurs porteurs de projets sérieux y compris les Américains qui sont toujours les bienvenus".

Le ministre a "passé en revue la volonté politique en matière de relance des domaines économique et social, des projets d'investissement et des mécanismes mis en place à l'effet de réaliser un saut qualitatif sur tous les fronts", soulignant que l'Algérie a "réalisé de grands progrès dans les domaines de la formation, la modernisation et la promotion des droits de la femme outre le développement humain, la démocratie participative et la relance du développement local".

Pour sa part, l'ambassadrice américaine a exprimé sa considération pour l'Algérie, peuple et gouvernement, soulignant que son mandat passé en Algérie s'est déroulé dans de bonnes conditions.

Les deux parties ont évoqué plusieurs questions importantes intéressant les deux pays. Mme. Polaschik a salué les efforts du Gouvernement algérien pour la promotion de la coopération entre les deux pays ainsi que les facilités accordées à l'ambassade des Etats-Unis".

Mourad N.

Post scriptum

Par B. Chellali

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune et son ministre de l'Industrie et des Mines, Bedda Mahdjoub depuis leur prise de fonction respective ont marqué, est-il besoin de le rappeler, un discours visant à des changements majeurs dans la gouvernance économique et la pratique de l'investissement. Une démarche à la fois économique et sociale qui se veut proche de la performance. Il n'est pas inutile de rappeler aussi que ce nouveau discours économique brille par son honnêteté et absence de complaisance. Pour autant, on peut penser qu'il ne s'agit pas pour le nouveau gouvernement d'afficher une satisfaction qui ignorerait les difficultés du présent, mais bien de dire ce qui a été fait et ce qui reste à faire. Dans cette perspective, la situation industrielle demeure une préoccupation majeure pour le nouveau ministre de l'Industrie et des Mines, Bedda Mahdjoub qui se soucie déjà d'asseoir la reprise industrielle sur des fondations solides. Il s'agit de tirer parti de ce secteur vital, c'est-à-dire que l'heure est à l'adaptation des instruments de régulation du secteur industriel pour une meilleure efficacité : un rôle à notre avis que devrait remplir un Code des investissements et de cahier de charges nouvelle manière. Tout cela devant conforter, à terme, une politique économique dont le gouvernement, tirant les leçons des nouvelles contraintes économiques mondiales, la baisse des revenus pétroliers a fait son cheval de bataille. Cette nouvelle stratégie adoptée par le gouvernement de M. Tebboune vise à donner un coup de fouet au redressement économique et à encourager l'investissement productif dans le pays. Déjà les premiers

effets ont commencé à se faire sentir. Le nouveau ministre de l'Industrie et des Mines, Bedda Mahdjoub ne cesse de souligner la nécessité d'une telle toilette des textes qui ne correspondent plus aux impératifs politiques, économiques et sociaux du Plan d'action du gouvernement. Cela s'amorce déjà avec le secteur de l'industrie automobile ; M. Bedda dans une déclaration à la chaîne 3, a mis en exergue sa détermination à assainir le secteur de l'industrie automobile en Algérie et à résoudre les contraintes et autres dérives constatées dans ce secteur. Les profondes remarques qu'il a relevées sont valables pour caractériser la réorganisation de ce secteur, encourager et attirer l'investissement porteur et de ne plus se limiter à l'importation.

On sent à travers les propos de M. Bedda la preuve de l'absence de stratégie dans le secteur de l'industrie automobile, et qu'aucune action de développement de zones industrielles pour les sous-traitants et équipementiers n'a été réfléchie, planifiée, ou soutenue pour créer les bonnes conditions à l'implantation d'usine automobile. La preuve, Renault qui n'a pas choisi l'Algérie pour implanter son usine, n'a pas hésité par contre d'investir dans un grand dépôt de stockage de pièces détachées fabriquées ailleurs pour être distribuées en Algérie.

C'est-à-dire qu'il n'existe pas en Algérie d'équipementiers qui offrent la pièce détachée avec laquelle on peut créer une usine de montage. Le Maroc a été un nouveau territoire de conquête pour Renault avec l'installation à Tanger d'une nouvelle usine de production dont la capacité est

aujourd'hui de 340 000 véhicules par an et qui devrait atteindre à terme 400 000 voitures par an, ce qui représente les deux tiers de la production totale en France. Cette usine est en fait une enclave du groupe Renault Nissan au Maroc. Le site est directement relié par liaison ferrée à un terminal portuaire Renault. Plus de 90 % de la production est ainsi exportée principalement vers l'Europe ; L'exemple de l'implantation de Renault au Maroc signifie que l'industrie automobile en Algérie telle qu'elle existe à présent n'a fait aucun effort pour l'économie locale de la production et qu'elle n'a su dégager les plus-values escomptées. Les concessionnaires encouragés par l'Etat n'ayant que faiblement contribué au développement de ce secteur et par conséquent à la diversification de l'économie nationale.

Face à cette situation M. Bedda s'est dit décidé à mettre fin aux "importations déguisées". Sur cette question le ministre a évoqué la surfacturation constatée lors des diverses opérations d'importations qui ont permis à des firmes internationales et leurs représentants en Algérie de s'enrichir sur le dos de l'économie nationale. Il a expliqué en ce qui concerne la réorganisation de ce secteur, qu'une commission est actuellement en train de travailler sur la révision de l'actuel cahier des charges. Les travaux de ladite commission, a-t-il ajouté "arrivent à terme et le nouveau cahier des charges sera prêt dès la semaine prochaine". A ce sujet, M. Bedda est revenu pour dire que la mouture controversée, concoctée par son prédécesseur, Abdessalam Bouchouareb contenait des "fautes et on doit revoir notre politique dans ce secteur

", a-t-il indiqué dans la déclaration faite à la Radio nationale chaîne 3. La nouvelle réorganisation du secteur de l'automobile définie par M. Bedda qui, en réaction à sa mauvaise rentabilité, exprime la volonté du gouvernement d'orienter et d'assumer le suivi des investissements dans tous les secteurs se réservant certaines décisions draconiennes, le respect de véritables critères. Il s'agit aussi de quantifier les avantages fiscaux et douaniers qui étaient alors, par la force des choses, du business, fixés au cas par cas et à la tête de l'opérateur. En d'autres termes, le discours du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, relayé par le ministre de l'Industrie et des Mines, Bedda Mahdjoub, vise à diriger l'économie, l'investissement dans la clarté et donne ainsi les moyens d'éviter ou de prévenir les obstacles et de pressentir les possibilités nouvelles. Cela doit être une affaire de tous et non comme une tâche qui incombe essentiellement au gouvernement.

Les opérateurs économiques nationaux et étrangers doivent ainsi veiller, de façon permanente, au respect, des impératifs de la croissance économique, de la réduction des coûts, de l'amélioration de la qualité et de l'adaptation de la production aux besoins du pays. Ceux-ci doivent développer des instruments de choix et de maturation des projets et mobiliser, de façon rationnelle, les moyens adaptés et ce, à tous les niveaux et en étroite relation avec le développement réel des capacités nationales de création de richesses, d'emplois, de conception, de formation, d'organisation et de réalisation.

B. C.

Economie, investissement : fin de l'improvisation